BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI

RAPPORT DE POLITIQUE MONETAIRE

TROISIEME TRIMESTRE 2024

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES 2

RESUME ANALYTIQUE 3

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 5

1.1. Croissance du PIB mondial 5

1.2. Prix des matières premières et inflation 6

1.3. Politique monétaire dans les pays développés 8

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA 9

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI 11

2.1. Production 11

2.2. Secteur extérieur 12

2.2.1. Commerce extérieur 12

2.2.2. Balance des paiements 15

2.3. Finances et dette publiques 17

2.3.1. Finances publiques 17

2.3.2. Dette publique 18

2.4. Secteur monétaire 19

2.4.1. Politique monétaire 19

2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts 20

2.4.3. Base monétaire 22

2.4.4. Masse monétaire et contreparties 23

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire 25

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière 26

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire 26

2.5.2. Stabilité Financière 28

2.6. Evolution et perspectives d'inflation 31

2.6.1. Evolutions récentes 31

2.6.2. Perspectives d'inflation 32

MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE 33

LISTE DES ACRONYMES

AFSS : Afrique Sub-saharienne

BCE : Banque Centrale Européenne

BIF : Franc Burundi

BRARUDI : Brasserie du Burundi

BRB : Banque de la République du Burundi

CEA : Communauté Est Africaine

CIF : *Cost Insurance and Freight*

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : *Free On Board* (Franco à Bord)

FOMC : *Federal Open Market Committee*

INSBU : Institut National des Statistiques du Burundi

KES : *Shilling Kenyan*

M3 : Masse Monétaire au sens large

MBIF : Millions de Franc Burundi

Mrds : Milliards

MFBPE : Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique

MID : Marché Interbancaire des Devises

MUSD : Millions de Dollar Américain

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNP : Prêts Non Performants

RDC : République Démocratique du Congo

REGIDESO : Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité

RWF : Franc Rwandais

ROA : *Return on Assets* (Rentabilité des actifs)

ROE : *Return on Equity* (Rentabilité des capitaux propres)

TZS : *Shilling Tanzanien*

UGX : *Shilling Ougandais*

USD : Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique reste lente dans la plupart des pays. Au troisième trimestre 2024, la croissance trimestrielle du PIB de la zone OCDE s'est établie à 0,5%, après 0,4% du trimestre précédent. L'inflation a globalement diminué au troisième trimestre 2024 dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour s'établir à 4,8%, après 5,7% au trimestre précédent, en raison de la politique monétaire qui demeure toujours restrictive et de la diminution des prix des matières premières.

Malgré un resserrement marqué de la politique monétaire dans le monde, l'économie mondiale est restée exceptionnellement résiliente tout au long du processus de désinflation. Les projections du FMI établissent une croissance mondiale de 3,2% en 2024 et qui devrait se stabiliser à ce même niveau en 2025.

Au niveau national, la production du thé sec a baissé par rapport à la même période de l'année précédente (747,8 contre 1.158,3 tonnes), en raison des abandons par certains théiculteurs, de la longue saison sèche et du manque de carburant qui a engendré la réduction de la fréquence de collecte des feuilles vertes et les perturbations dans l'usinage. La production du café parche s'est accrue de 31,7%, s'établissant à 10.838,2 contre 8.230,0 tonnes enregistrée à la même période de l'année 2023, en liaison avec la cyclicité du caféier. Pour le café vert, la production a augmenté de 13,5%, se situant à 4.943,7 contre 4.354,2 tonnes au troisième trimestre de l'année de 2023.

L'indice moyen de la production industrielle a stagné à 206,4 au troisième trimestre 2024 par rapport à l'année précédente suite principalement la baisse de la production des industries chimiques (-8,8%), qui a été contrebalancée par l'accroissement de la production des industries alimentaires (+0,8%).

Les projections du cadrage macroéconomique de septembre 2024, montrent que la croissance économique ralentirait à 2,2% en 2024 contre 3,3% en 2023, suite à la stagnation de l'activité dans le secteur secondaire (0,0 contre 3,3%) et à la décélération de la croissance dans le secteur tertiaire (2,1 contre 4,2% en 2023). Par contre, la croissance du secteur primaire s'accélèrerait pour atteindre 4,1 contre 0,8% en 2023. Ce ralentissement de croissance s'explique par la pénurie du carburant, des effets de changement climatique et des difficultés d'approvisionnement en matières premières suite à la persistance des difficultés de financement des importations.

Le déficit du compte courant s'est allégé au troisième trimestre 2024, se fixant à 363.380,4 contre 483.980,7 MBIF à la même période de l'année 2023. Cet allégement résulte essentiellement à l'atténuation du déficit du compte des biens et services, combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires.

Le solde budgétaire (dons inclus) a dégagé un déficit de 337.449,0 MBIF contre un déficit de 217.560,8 MBIF à la période correspondante de l'année 2023. Cette aggravation du déficit est en rapport avec l'augmentation plus importante des dépenses (22,0%) que des recettes (7,7%). La dette publique totale s'est accrue de 11,2% à fin septembre 2024, s'établissant à 6.794,0 contre 6.108,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023, suite à l'accroissement de la dette intérieure (14,0%) et de la dette extérieure (4,5%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 48,7 contre 53,3% à la même période de l'année précédente. Ce niveau répond à la norme (≤50% du PIB) convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Au troisième trimestre 2024, la BRB a poursuivi la mise en œuvre de la politique monétaire restrictive dans le but de contenir les pressions inflationnistes toujours persistantes. Elle a maintenu son taux directeur à 12%. Les taux d'intérêt du marché monétaire ont diminué d'un trimestre à l'autre, notamment le taux interbancaire (8,98 contre 9,27%) et le taux des bons du Trésor à 13 semaines (7,95 contre 8,01%). Par contre, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur (13,67 contre 13,31%) et le taux moyen créditeur (6,93 contre 6,84%) ont augmenté.

D'un trimestre à l'autre, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté de 18,5% et de 5,4%, respectivement, s'établissant à 2.052,8 et à 6.039,0 Mrds de BIF à fin septembre 2024, en rapport avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets, principalement les créances nettes sur l'administration centrale. Les réserves officielles de change se sont établies à 122,3 MUSD contre 138,2 à fin juin 2024 et 56,4 MUSD à fin septembre 2023. Ces réserves couvrent 1,1 mois d'importations de biens et services contre 1,2 mois à fin juin 2024 et 0,5 mois à fin septembre 2023.

Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 19,7% à fin septembre 2024, en glissement annuel, entrainé par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Toutefois, le ratio de solvabilité a enregistré une légère baisse sur un an, passant de 20,5% à 20,3% à fin septembre 2024.

Le niveau des prix à la consommation a repris sa tendance haussière au troisième trimestre 2024 ; le taux d'inflation globale s'étant établi à 20,0 contre 13,5% au deuxième trimestre 2024. De plus, les prévisions d"inflation montrent que l'inflation globale augmenterait, pour s'établir à 24,9% au 4ème trimestre 2024. Cette hausse va porter sur l'inflation alimentaire (24,7 contre 13,9% au T3-2024) et l'inflation énergétique (19,5 contre 13,9% au T3-2024). Cependant, l'inflation sous-jacente pourrait légèrement reculer (26,2 contre 29,8% au T3-2024).

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance trimestrielle du PIB de la Zone OCDE est restée presque stable au troisième trimestre 2024, s'établissant à 0,5%, après 0,4% au trimestre précèdent.

Aux Etats-Unis, la croissance s'est établie à 0,7% comme au trimestre précédent et est supérieure à celle de la zone Euro (0,4%). Cette croissance est principalement liée à l'augmentation des dépenses de consommation, des exportations et des dépenses du gouvernement fédéral.

La croissance de la zone Euro (0,4 contre 0,2%) a été principalement tirée par celle de l'Allemagne qui est parvenu à sortir de la récession enregistrée au trimestre précédent, en passant d'une contraction de 0,3% à une croissance de 0,2% au troisième trimestre 2024.

Au Japon, la croissance a ralenti à 0,2 contre 0,5% au deuxième trimestre 2024, sous l'effet principalement de la contraction des investissements (-0,3% au T3-2024, contre 1,6% au T2) et de celle des exportations des services (-4,2%, contre 9,4% au trimestre précédent) suite à la diminution du tourisme.

Tableau 1 : Croissance trimestrielle du PIB des pays de l'OCDE

	Glissement annuel			Glissement trimestriel		
	T3-2023	T2-2024	T3-2024	T3-2023	T2-2024	T3-2024
États-Unis	3,2	3,0	2,7	1,1	0,7	0,7
Japon	0,9	-1,0	0,2	-1,0	0,5	0,2
Royaume uni	-0,3	0,7	1,0	-0,1	0,5	0,1
Allemagne	-0,2	-0,2	-0,2	0,2	-0,3	0,2
France	1,3	1,0	1,3	0,1	0,2	0,4
Zone euro	0,1	0,6	0,9	0,0	0,2	0,4
Ensemble OCDE	**1,7**	**1,6**	**1,7**	**0,4**	**0,4**	**0,5**

Source : OCDE, comptes nationaux trimestriels, novembre 2024

Malgré un resserrement marqué de la politique monétaire dans le monde, l'économie mondiale est restée exceptionnellement résiliente tout au long du processus de désinflation. Les perspectives économiques du FMI tablent sur une croissance[1] mondiale de 3,2% en 2024 et qui devrait se maintenir à ce même niveau en 2025.

[1] *Perspectives économiques mondiales du FMI d'octobre 2024*

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

					Projections	
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB mondial	**-3,1**	**6,3**	**3,5**	**3,2**	**3,2**	**3,2**
Pays avancés	**-4,5**	**5,4**	**2,6**	**1,7**	**1,8**	**1,8**
États-Unis	-3,4	5,9	2,1	2,9	2,8	2,2
Zone euro	-6,4	5,3	3,3	0,4	0,8	1,2
Japon	-4,5	2,2	1,0	1,7	0,3	1,1
Pays émergents et pays en développement	**-2,0**	**6,8**	**4,1**	**4,4**	**4,2**	**4,2**
Chine	2,2	8,4	3,0	5,2	4,8	4,5
Inde	-6,6	9,1	7,2	8,2	7,0	6,5
Afrique subsaharienne	-1,7	4,7	4,0	3,6	3,6	4,2
Nigeria	-1,8	3,6	3,3	2,9	2,9	3,2
Afrique du Sud	-6,4	4,7	1,9	0,7	1,1	1,5

FMI,Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2024

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB ralentirait pour passer de 2,9% en 2023 à 2,8% en 2024 et à 2,2% en 2025. Ce ralentissement serait lié à une modération de la consommation et à une contribution négative des échanges nets.

Dans la Zone euro, l'activité pourrait se redynamiser plus rapidement, passant d'une croissance de 0,4% en 2023 à 0,8% en 2024 et à 1,2% en 2025. Celle-ci reposerait sur une consommation plus forte suite à l'augmentation des salaires réels, et sur des investissements plus élevés qui résultent des conditions de financement plus favorables liées à l'assouplissement progressif des politiques monétaires.

Cependant, les faiblesses persistantes de l'industrie manufacturière laissent présager une reprise plus lente dans des pays comme l'Allemagne dont la croissance passerait de -0,3% en 2023 à 0,0% en 2024 et 0,8% en 2025.

L'économie chinoise continue de pâtir de la crise persistante de son secteur immobilier et de la baisse de la demande. La croissance du PIB chinois devrait ralentir, passant de 5,2% en 2023 à 4,8% en 2024 et 4,5% en 2025.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester au même niveau en 2024 qu'en 2023 (3,6%) et s'accélérerait à 4,2% en 2025. Cette croissance reste globalement faible, freinée par plusieurs facteurs notamment les conflits et l'insécurité dans certains pays, les mauvaises conditions climatiques et le resserrement macroéconomique.

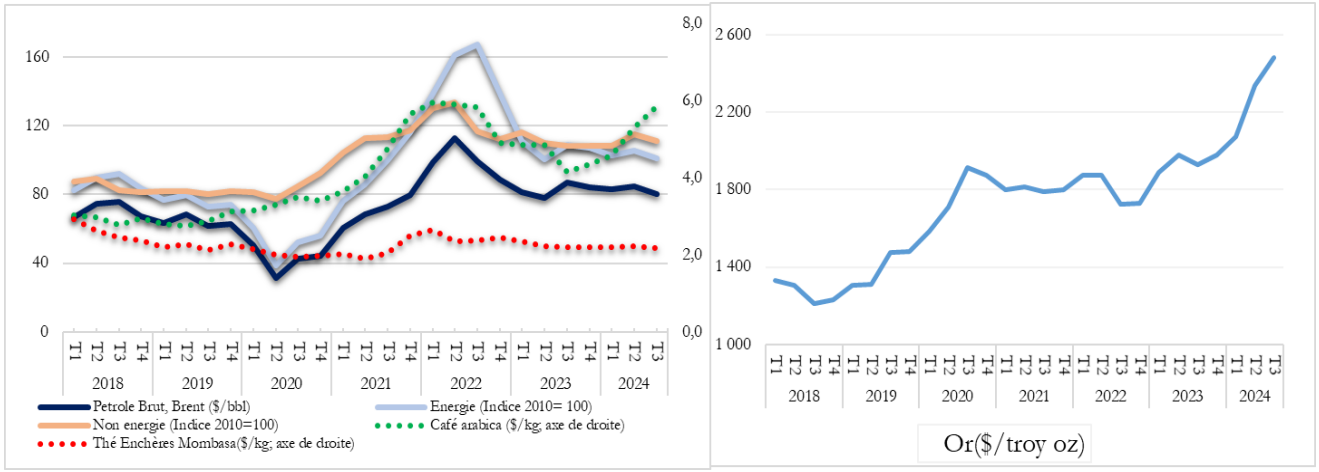
1.2. Prix des matières premières et inflation

Dans un contexte de surabondance de pétrole et qui a atténué les effets du conflit au Moyen Orient sur les cours mondiaux, les prix des matières premières ont globalement diminué au troisième trimestre 2024 et devraient continuer à diminuer en 2025. Le cours du pétrole brut Brent a diminué de 5,5%,

s'établissant à 80,20 contre 84,9 dollars/baril au trimestre précédent. L'indice des prix des produits énergétiques et celui des produits non énergétiques ont respectivement diminué de 3,8% et de 3,6%. De même, le cours du thé aux enchères de Mombasa a diminué de 2,3%, se situant à 2,16 contre 2,21 dollars/kg au trimestre précédent.

Par contre, la tendance à la hausse du cours du café arabica s'est poursuivie, atteignant 5,85 contre 5,28 dollar/kg au trimestre précédent, soit une hausse de 10,8%, en raison principalement de la multiplication des catastrophes naturelles combinée à la hausse de la demande. Quant au prix de l'or, il a augmenté de 6,2%, se fixant à 2.480 contre 2.336 dollars/troy oz[2] au trimestre précédent, bénéficiant de l'incertitude géopolitique et du conflit au Moyen Orient.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Etablis à partir des données de la Banque Mondiale, Prix des matières premières, octobre 2024

L'inflation a globalement diminué au troisième trimestre 2024 dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour s'établir à 4,8%, après 5,7% au trimestre précédent. Cette baisse de l'inflation a été observée dans la Zone euro (2,2 contre 2,5%), aux Etats Unis (2,6 contre 3,2%) ainsi que dans la plupart des pays émergents et en développement, notamment en Inde (2,9 contre 3,8%) et en Afrique du Sud (4,2 contre 5,1%). Cependant, la Chine a réussi, pour le deuxième trimestre consécutif, à sortir de la déflation enregistrée à la fin de l'année 2023(-0,3%), l'inflation du troisième trimestre s'étant établie à 0,5 contre 0,2% au trimestre précédent.

[2] Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Inflation dans le monde (en %)

	Glissement annuel		
	T3-2023	**T2-2024**	**T3-2024**
États-Unis	3,5	3,2	2,6
Japon	-	2,6	nd
Allemagne	5,6	2,3	1,9
France	5,0	2,2	1,7
Royaume-Uni	6,3	2,9	2,9
Zone euro	5,0	2,5	2,2
OCDE	**6,4**	**5,7**	**4,8**
Chine	-0,1	0,2	0,5
Inde	6,4	3,8	2,9
Afrique du Sud	5,0	5,1	4,2

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, octobre 2024

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans un contexte de recul de l'inflation, les banques centrales qui avaient procédé au relèvement progressif des taux directeurs depuis le deuxième trimestre 2022, ont entamé une orientation moins restrictive de leurs politiques monétaires en réduisant leurs taux d'intérêt.

La Réserve Fédérale Américaine (FED) a abaissé la fourchette cible des taux des fonds fédéraux au troisième trimestre 2024, passant d'une fourchette de 5,25-5,50% à une fourchette de 4,75-5,00%. En effet, la FED estime que les risques qui pèsent sur la réalisation de ses objectifs en matière d'emploi et d'inflation (2%) continuent de s'atténuer.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi le relâchement de sa politique monétaire restrictive entamée en juin 2024, en abaissant en septembre 2024, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 25 points de base. Il s'agit du taux à travers lequel le Conseil des gouverneurs pilote l'orientation de la politique monétaire. Elle a également réduit l'écart entre le taux de la facilité de dépôt et le taux des opérations principales de refinancement en le ramenant à 15 points de base tandis qu'elle a maintenu l'écart entre le taux de facilité de prêt marginal et le taux des opérations principales de refinancement à 25 points de base.

En conséquence, le taux de la facilité de dépôt, des opérations principales a été ramené à 3,50% contre 3,75%. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été également abaissés, à respectivement 3,65% et 3,90% contre 4,25% et 4,50%.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Les projections du FMI d'octobre 2024 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait passer de 5,3% en 2023 à 5,4% en 2024 et atteindrait 5,9% en 2025, un niveau supérieur à la moyenne prévue pour toute l'Afrique Subsaharienne (3,6% en 2024 et 4,2% en 2025).

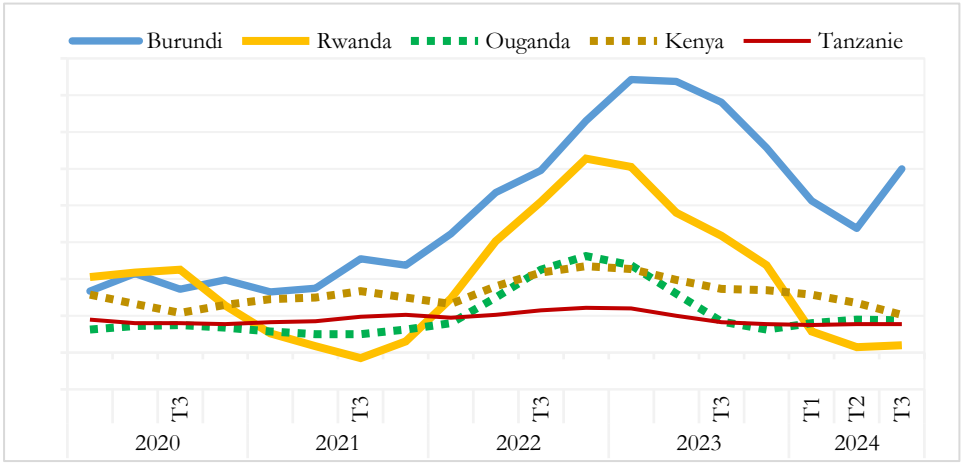
Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

					Projections	
	2020	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
BURUNDI*	0,3	3,2	2,2	3,3	2,2	3,5
RWANDA	-3,4	10,9	8,2	8,2	7,0	6,5
OUGANDA	-1,1	5,5	6,3	4,6	5,9	7,5
TANZANIE	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4	6,0
KENYA	-0,3	7,6	4,9	5,6	5,0	5,0
CEA-5	**0,9**	**6,4**	**5,2**	**5,3**	**5,4**	**5,9**
RDC	1,7	5,9	8,8	8,4	4,7	5,0
SUD SOUDAN	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-26,4	27,2
AFSS	**-1,6**	**4,8**	**4,1**	**3,6**	**3,6**	**4,2**

Source : FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, octobre 2024
** Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de septembre 2024*

Les pressions inflationnistes ont continué à s'alléger au troisième trimestre 2024 dans la majorité les pays de la CEA. En moyenne trimestrielle, les pays ont globalement enregistré des taux d'inflation bas et stables, comme en Ouganda (3,5 contre 3,6%), en Tanzanie (3,1 contre 3,1%), au Kenya (5,4 contre 4,1%) et au Rwanda (0,8 contre 0,6%). Cependant, l'inflation au Burundi a fortement augmenté (20,0 contre 13,5%) et est largement supérieure au critère de convergence macroéconomique de la CEA (plafond de 8,0%).

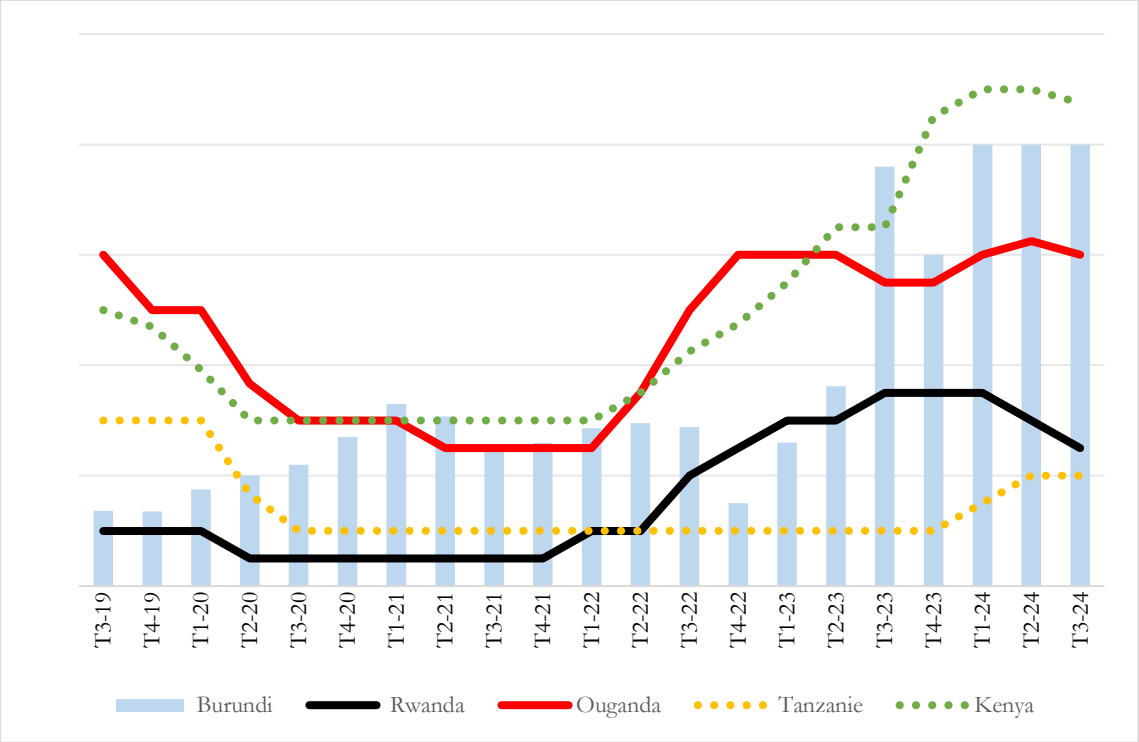
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Suite à cette diminution des pressions inflationnistes, certaines banques centrales des pays partenaires de la CEA ont adopté une politique monétaire moins restrictive en abaissant leurs taux directeurs. C'est le cas de l'Ouganda (10,25 à 10,00%), du Rwanda (7,00 à 6,50%) et du Kenya (13,00 à 12,75%). Les banques centrales de la Tanzanie et du Burundi ont, par contre, maintenu leurs taux directeurs à 6,00% et à 12,00% respectivement.

Graphique 3 : Taux directeurs des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Concernant les monnaies des pays de la CEA, il s'est observé une dépréciation d'un trimestre à l'autre par rapport au Dollar Américain pour le Franc Burundi (0,5%), le Franc Rwandais (2,7%) et le Shilling Tanzanien (3,5%) tandis le Shilling Ougandais (-0,4%) et le Shilling Kenya (-0,3%) se sont appréciés. Toutefois, ces variations de taux de change sont restées dans la limite de ±5,0% convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change de la CEA.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	**USD/RWF**	**USD/UGX**	**USD/TZS**	**USD/KSH**
sept-23	2 842,53	1 214,91	3 757,31	2 481,76	148,1
juin-24	2 884,75	1 311,13	3 706,72	2 626,93	129,53
sept-24	2 900,25	1 345,96	3 690,05	2 718,48	129,20
var. % trim	**0,5**	**2,7**	**-0,4**	**3,5**	**-0,3**
var. % annuel	**2,0**	**10,8**	**-1,8**	**9,5**	**-12,8**

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

Au troisième trimestre 2024, la production du thé sec a baissé de 35,4% par rapport à la même période de l'année précédente (747,8 contre 1.158,3 tonnes) en raison des abandons par certains théiculteurs, de la longue saison sèche et du manque de carburant qui a engendré la réduction de la fréquence de collecte des feuilles vertes et les perturbations dans l'usinage. La production du café parche s'est accrue de 31,7%, s'établissant à 10.838,2 contre 8.230,0 tonnes enregistrée à la même période de l'année 2023, en liaison avec la cyclicité du caféier. Pour le café vert, la production a augmenté de 13,5%, se situant à 4.943,7 contre 4.354,2 tonnes au troisième trimestre de l'année de 2023.

Concernant la production industrielle, son indice est resté stable (206,4) au troisième trimestre 2024 par rapport au même trimestre de l'année précédente. La production des industries alimentaires a augmenté de 0,8%, tandis que celle des industries chimiques a reculé de 8,8%. L'augmentation de la production des industries alimentaires a surtout concerné le sucre (+30,5%) au moment où la baisse de la production des industries chimiques a particulièrement concerné les savons (-18,5%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a augmenté de 52,4%, passant de 135,4 à 206,4, en rapport avec la hausse de la production des industries alimentaires (+55,9%) et chimiques (+18,7%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 21,6% au troisième trimestre 2024, en glissement annuel, passant de 81.506 à 99.078 Mégawatts, en liaison particulièrement avec la mise en production de la nouvelle centrale hydroélectrique Kabu 16 opérationnel depuis juillet 2024. Par rapport au trimestre précédent, elle a augmenté de 6,4%.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de 47,2%, en glissement annuel, suite particulièrement à l'accroissement des importations de ciment (+93%). De même, par rapport au trimestre précédent, ce volume a augmenté de 121,6 %, en liaison également avec l'augmentation des importations de ciment (+179%).

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 5,4% en glissement annuel, passant de 66.878 à 70.526 passagers. De même, il a augmenté de 16,2% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs s'est accru en glissement annuel (+1,6%) tandis qu'il s'est presque stabilisé d'un trimestre à l'autre (1.174 contre 1.180 aéronefs).

Les projections du cadrage macroéconomique de septembre 2024, montrent que la croissance économique ralentirait à 2,2% en 2024 contre 3,3% en 2023, suite à la stagnation de l'activité dans le secteur secondaire (0,0 contre 3,3%) et à la décélération de la croissance dans le secteur tertiaire (2,1

contre 4,2% en 2023). Par contre, la croissance du secteur primaire s'accélèrerait pour atteindre 4,1 contre 0,8% en 2023. Ce ralentissement de croissance s'expliquerait par les perturbations en approvisionnement du carburant, les effets de changement climatique et la difficulté de financement des importations.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024(Proj)
Croissance du PIB réel	**0,3**	**3,2**	**2,2**	**3,3**	**2,2**
Secteur primaire	-12,9	9,9	-2,3	0,8	4,1
Secteur secondaire	0,6	10,6	2,8	3,3	0,0
Secteur tertiaire	7,0	-0,2	4,2	4,2	2,1

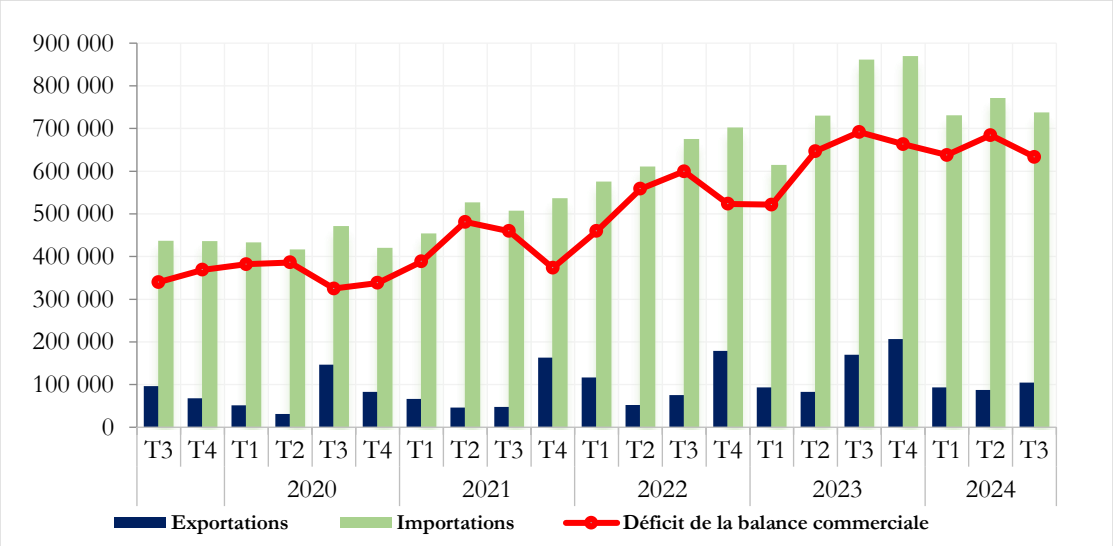
Source : Cadrage macroéconomique, septembre 2024

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est allégé au troisième trimestre 2024, se fixant à 633.178,8 contre 691.620 MBIF à la même période de l'année 2023. Cet allégement du déficit commercial résulte du repli de la facture des importations (-123.884 MBIF) plus important que celui des exportations (-65.442,7 MBIF). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 14,2% contre 19,7% au troisième trimestre 2023.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

2.2.1.1. Evolution des exportations

Les exportations totales en valeur se sont repliées de 38,5% au troisième trimestre 2024, en glissement annuel, se situant à 104.671,4 contre 170.114 MBIF. Ce recul a porté uniquement sur les produits primaires (46.857,8 contre 118.147,9 MBIF). Par contre, les exportations des produits manufacturés se sont accrues de 11,3%, passant de 51.966,2 à 57.813,6 MBIF au troisième trimestre 2024.

Le repli des exportations des produits primaires est principalement imputable au recul des exportations du café marchand (-4.086,6 MBIF), combiné à l'absence des exportations de l'or au troisième trimestre 2024. En revanche, les exportations des minerais autres que l'or ont augmenté de 95,4%, s'établissant à 12.800,1 contre 6.550,2 MBIF au troisième trimestre 2023.

Quant aux exportations des produits manufacturés, leur progression est en lien avec l'accroissement des exportations de la farine de blé (+69,9%), des bières (+37,4%) et des cigarettes (+24,2%).

En volume, les exportations totales ont augmenté de 28%, atteignant 37.984,8 contre 29.675,1 tonnes.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

		T3-2023	T2-2024	T3-2024
1. Produits primaires		**118 147,9**	**37 546,8**	**46 857,8**
dont:	Café	11 623,3	8 156,5	7 536,6
	Thé	11 338,9	10 845,0	11 194,1
	Minérais de Niobium	6 550,2	15 522,7	12 800,1
	Or	86 790,1	0,0	0,0
2. Produits manufacturés		**51 966,2**	**49 551,7**	**57 813,6**
dont:	Cigarettes	8 087,7	7 411,8	10 041,4
	Bières	5 246,4	6 460,9	7 209,0
	Farine de blé	6 785,2	4 666,8	11 524,8
EXPORTATIONS TOTALES		**170 114,1**	**87 098,5**	**104 671,4**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

D'un trimestre à l'autre, les exportations en valeur se sont accrues de 20,2%. Cet accroissement a porté principalement sur les exportations de la farine de blé (147,0%) et des cigarettes (35,5%).

En volume, les exportations totales ont progressé de 65,4% d'un trimestre à l'autre, tirées par la progression du volume des exportations des produits primaires (13.559,5 contre 4.425,3 tonnes) et des produits manufacturés (24.425,3 contre 18.537,2 tonnes).

2.2.1.2. Evolution des importations

En glissement annuel, les importations du troisième trimestre 2024 ont reculé de 14,4%, s'établissant à 737.850,2 contre 861.734,3 MBIF. Ce recul des importations a porté sur toutes les grandes rubriques principalement les biens de production (-48.675,5 MBIF) et ceux de consommation (-46.225,8 MBIF).

Au niveau des importations de biens de production, le recul a principalement porté sur les huiles minérales (-33,6%), les biens de production métallurgiques (-34,7%) et ceux destinés à la construction (-13,9%). Par contre, les importations de biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+137,6%) et à l'alimentation (+10,7%) ont augmenté.

Quant aux importations des biens de consommation, leur régression a concerné les véhicules (-35,8%), les textiles (-22,7%) et les biens de consommation non durables tels que les biens pharmaceutiques (-20,0%) et alimentaires (-4,6%).

Le repli des importations de biens d'équipement a concerné essentiellement le matériel électrique (-41,9%) et les pièces et outillages (-20,1%).

En termes de volume, les importations totales ont légèrement augmenté se situant à 367.013,1 contre 366.876,3 tonnes, en liaison avec l'accroissement du volume des importations de biens de production (+7,5%). Par contre, le volume des importations de biens d'équipement et ceux de consommation ont baissé de 11,4% et de 15,2%, respectivement.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T3-2023	T2-2024	T3-2024
1. Biens de production	**389 776,0**	**357 333,3**	**341 100,5**
dont: Huiles minérales	202 323,1	128 929,2	134 353,1
Métallurgie	35 916,4	33 221,9	23 461,2
Alimentation	50 370,3	70 578,3	55 741,1
Construction	42 088,2	25 276,2	36 221,0
Agriculture et élévage	19 658,5	49 589,5	46 699,4
2. Biens d'équipement	**166 806,0**	**152 186,2**	**137 823,2**
dont: Chaudières ,engins mécaniques	44 595,8	38 121,1	43 813,9
Matériel électrique	52 635,4	32 621,6	30 571,5
3. Biens de consommation	**305 152,4**	**261 989,0**	**258 926,6**
dont: Alimentaires	90 719,0	98 449,8	86 510,4
Pharmaceutiques	34 817,0	31 094,1	27 857,0
Véhicules	34 376,5	27 956,2	22 059,0
Textiles	30 396,9	18 401,6	23 490,8
IMPORTATIONS TOTALES	**861 734,3**	**771 508,6**	**737 850,2**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les importations totales ont reculé en valeur (-4,4%), tirées par toutes les grandes rubriques, principalement les biens de production (-4,5%) et les biens d'équipement (-9,4%).

L'évolution baissière des importations des biens de production est principalement en lien avec le repli des importations des biens de production destinés à l'alimentation (-21,0%) et à la métallurgie (-29,4%). Par contre les achats extérieurs des biens de production destinés à la construction ont augmenté de 43,3%.

S'agissant des biens d'équipement, leur repli a concerné les pièces et outillages (-41,0%), Tracteurs, véhicules et engins/transport (-10,2%) ainsi que le matériel électrique (-6,3%).

En volume, les importations se sont accrus de 15,2% d'un trimestre à l'autre, s'élevant à 367.013,1 contre 318.586,2 tonnes. Cette augmentation a porté uniquement sur les biens de production (+23,1%) et de consommation (+1,8%) alors que les importations des biens d'équipement ont baissé de 16,3%.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du troisième trimestre 2024 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes (-363.380,4 contre -483.980,7 MBIF au même trimestre de 2023). Cet allégement résulte essentiellement à l'atténuation du déficit du compte des biens (-524.284,0 contre -579.119,2 MBIF) et services (-165.581,0 contre -188.018,1 MBIF), combiné à l'accroissement de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires (338.800,6 contre 297.406,4 MBIF).

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 44.451,2 MBIF contre 37.377,5 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit une augmentation de +18,9%, imputable à l'augmentation des transferts de capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T3-2023	T3-2024
COMPTE COURANT	**-483 980,7**	**-363 380,4**
Crédit	613 178,0	649 477,1
Débit	1 097 158,7	1 012 857,5
Biens	**-579 119,2**	**-524 284,0**
Exportations FOB	198 737,6	155 582,7
Importations FOB	777 856,8	679 866,7
Services	**-188 018,1**	**-165 581,0**
Crédit	76 259,6	105 358,4
Débit	264 277,8	270 939,4
Revenus primaires	**-14 249,8**	**-12 316,0**
Crédit	21 957,1	23 283,9
Débit	36 206,9	35 599,9
Revenus secondaires	**297 406,4**	**338 800,6**
Crédit	316 223,5	365 252,0
Débit	18 817,2	26 451,4
COMPTE DE CAPITAL	**37 377,5**	**44 451,2**
Crédit	37 377,5	44 451,2
Débit	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	*-446 603,25*	*-318 929,14*
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)	*-513 116,40*	*-221 149,89*
Investissements directs	**-17 612,7**	**-18 172,6**
Acquisition nette d'actifs financiers	1 617,2	6 597,1
Accroissement net de passifs	19 229,9	24 769,8
Investissements de portefeuille	**-5 537,5**	**-8 825,9**
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	12,8
Accroissement net de passifs	5 537,5	8 838,7
Dérivés financiers et options sur titres	**0,0**	**0,0**
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	**-385 034,5**	**-141 178,3**
Acquisition nette d'actifs financiers	4 448,5	61 851,8
Accroissement net de passifs	389 483,0	203 030,1
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)	0,0	0,0
Avoirs de réserve	**-104 931,6**	**-52 973,1**
Erreurs et omissions	*-66 513,2*	*97 779,2*

Source : BRB

L'atténuation du déficit du compte des services est imputable principalement aux excédents dégagés par les postes des « services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a » (47.181,1 contre 23.373,0 MBIF) et des « autres services aux entreprises » (9.561,6 contre 1.989,5 MBIF), combinés à l'atténuation du déficit du poste des « services de transport » (-141.974,9 contre -168.173,3 MBIF). Par contre, le déficit des postes liés aux Services financiers (autres qu'assurances) s'est creusé davantage (-34.871,1 contre -9.867,5 MBIF).

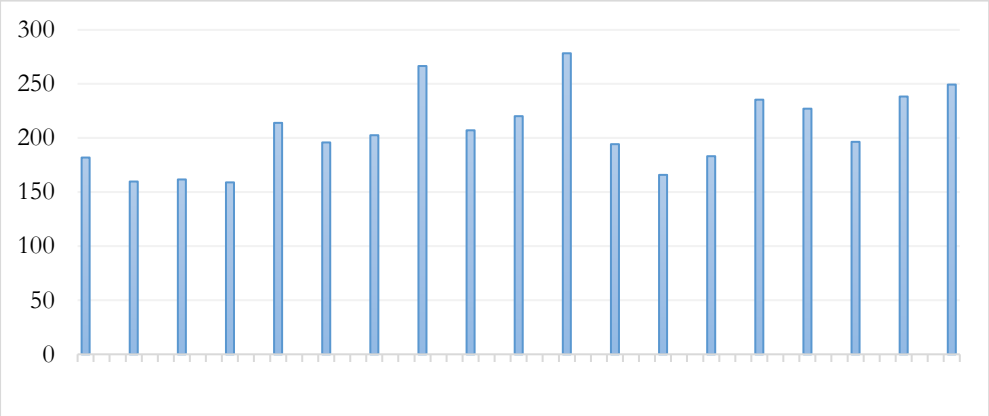
L'excédent structurel du compte du revenu secondaire est passé de 297.406,4 au troisième trimestre 2023 pour se situer à 338.800,6 MBIF au trimestre sous revue, soit une progression de 13,9%. Cette évolution croissante est principalement imputable aux transferts courants au profit du secteur privé (327.304,1 MBIF, après 276.997,5 MBIF au même trimestre de 2023, soit +18,2%).

Le déficit du compte financier s'est allégé au troisième trimestre 2024, atteignant 221.149,9 contre 513.116,4 MBIF à la même période de 2023. Ce résultat est dû principalement au repli du solde des autres investissements (-141.178,3 contre -385.034,5 MBIF). Les avoirs de réserves ont diminué de

52.973,1 MBIF au troisième trimestre 2024 contre une baisse de 104.931,6 MBIF à la même période de l'année précédente.

Les paiements effectués vers l'étranger via le système bancaire ont augmenté de 14,0% au troisième trimestre 2024 s'élevant à 249,45 million de USD, contre 235,47 millions USD au même trimestre de l'année précédente. Par rapport au trimestre précédent, ils ont progressé de 4,6%.

Graphique 5 : Evolution des paiements émis vers l'étranger (en millions de USD)



Source : BRB

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au troisième trimestre 2024, le solde budgétaire (dons inclus) a dégagé un déficit de 337.449,0 MBIF contre un déficit de 217.560,8 MBIF à la période correspondante de l'année 2023.Ce creusement du déficit est en rapport avec l'augmentation plus importante des dépenses (22,0%) que des recettes (7,7%).

En glissement annuel, les recettes courantes ont augmenté de 6,8% au troisième trimestre 2024, s'élevant à 499.056,4 contre 467.121,7 MBIF, en liaison avec la progression des recettes fiscales (9,9%), alors que les recettes non fiscales ont diminué (-8,6%). Les dons en capital ont augmenté de 18,9%, s'établissant à 44.451,2 contre 37.377,5 MBIF au troisième trimestre 2023.

En glissement trimestriel, les recettes courantes se sont améliorées de 8,9% en relation avec l'accroissement des recettes fiscales (+61.974,4 MBIF) bien que les recettes non fiscales aient diminué (-21.360,1 MBIF). Les dons en capital ont baissé de 17.056,3 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	3ème Trim.2023	2ème Trim.2024	3ème Trim.2024
A. RECETTES ET DONS	**504 499,2**	**520 018,2**	**543 507,7**
a. Recettes	467 121,7	458 442,2	499 056,4
a. Recettes courantes	467 121,7	458 442,2	499 056,4
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons en capital	37 377,5	61 576,0	44 451,2
B. DEPENSES	**722 060,0**	**769 421,6**	**880 956,7**
a. Dépenses courantes	463 675,9	456 129,5	527 809,5
Salaires	213 921,0	221 548,7	247 984,4
b. Dépenses en capital	258 384,1	313 292,1	353 147,2
Sur ressources nationales	210 940,8	235 528,2	302 580,7
Sur prêts et dons extérieurs	47 443,2	77 763,9	50 566,4
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagem	-217 560,8	-249 403,4	-337 449,0
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	47 617,9	322 104,3	243 945,2
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-6 979,2	10 876,2	-1 740,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	54 597,1	311 228,1	245 685,5
D. Erreurs et omission	**169 942,9**	**-72 700,9**	**93 503,8**

Source : MFBPE

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 22,0% au troisième trimestre 2024, s'établissant à 880.956,7 contre 722.060,0 MBIF. Cette augmentation a porté sur les subventions et autres transferts (+38.688,1 MBF) et les salaires (+34.063,4 MBIF) et les dépenses en capital en capital sur ressources nationales (+91.639,9 MBIF).

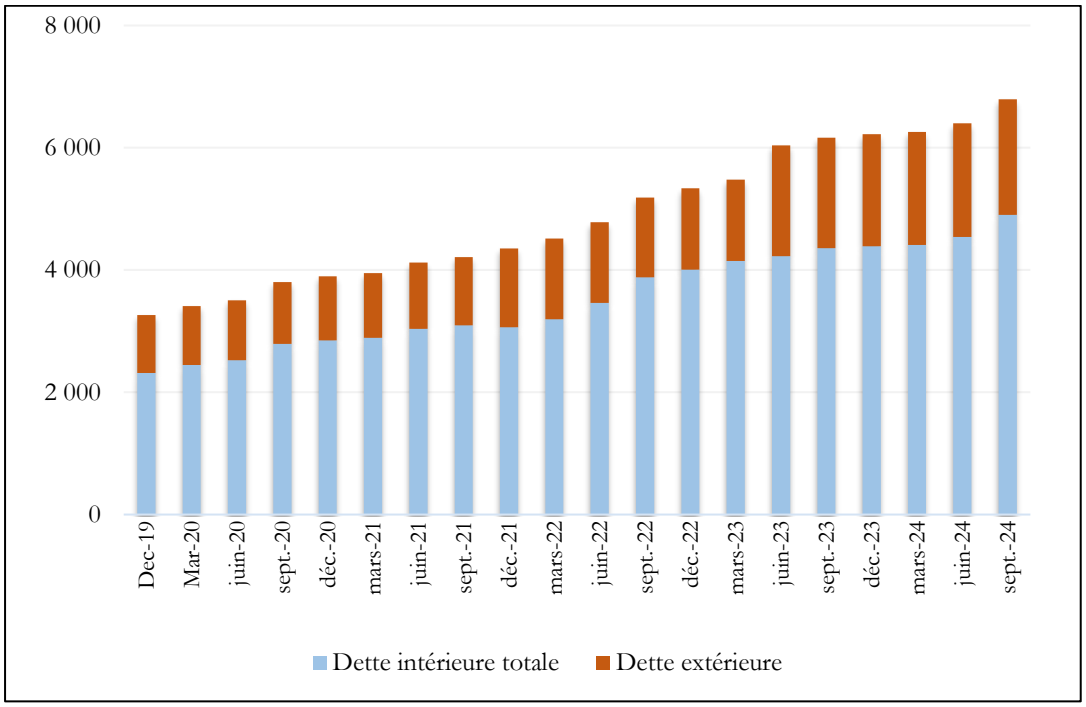
Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont augmenté de 14,5%, en liaison principalement avec la hausse des dépenses en capital sur les ressources nationales (+67.052,6 MBIF) et les subventions et autres transferts (+58.053,0 MBIF).

2.3.2. Dette publique

La dette publique totale s'est accrue de 11,2% à fin septembre 2024, s'établissant à 6.794,0 contre 6.108,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023, suite à l'accroissement de la dette intérieure (14,0%) et de la dette extérieure (4,5%). Par rapport à la fin du deuxième trimestre précédent, le stock de la dette publique a augmenté de 6,2%.

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 48,7 contre 53,3% à la même période de l'année précédente. Ce niveau répond à la norme (≤50% du PIB) convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source : BRB à partir des données du MFBPE

En glissement annuel, la dette intérieure a augmenté de 14,0% à fin septembre 2024, s'établissant à 4.907,4 contre 4.303,0 Mrds de BIF et s'est accrue de 8,1% par rapport à fin juin 2024. Composée essentiellement des titres du Trésor (2.237,1 Mrds de BIF) et des avances de la Banque Centrale (2.528,7 Mrds de BIF), la dette intérieure représente 72,2% de la dette publique totale à fin septembre 2024.

La dette extérieure s'est accrue de 4,5% en glissement annuel, se fixant à 1.886,5 contre 1.805,7 Mrds de BIF en liaison avec les nouveaux tirages (64.555,5 MBIF) et les plus-values de réévaluation (56.331,5 MBIF) partiellement contrebalancées par l'amortissement de la dette (40.062,2 MBIF).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Politique monétaire

Au troisième trimestre 2024, la BRB a poursuivi la mise en œuvre de la politique monétaire restrictive dans le but de contenir les pressions inflationnistes toujours persistantes. Elle a maintenu son taux directeur à 12%, estimant que l'inflation projetée au troisième trimestre 2024 (20,5%), restait élevée et supérieure à l'objectif à moyen terme de 8%, critère de convergence macroéconomique de la CEA.

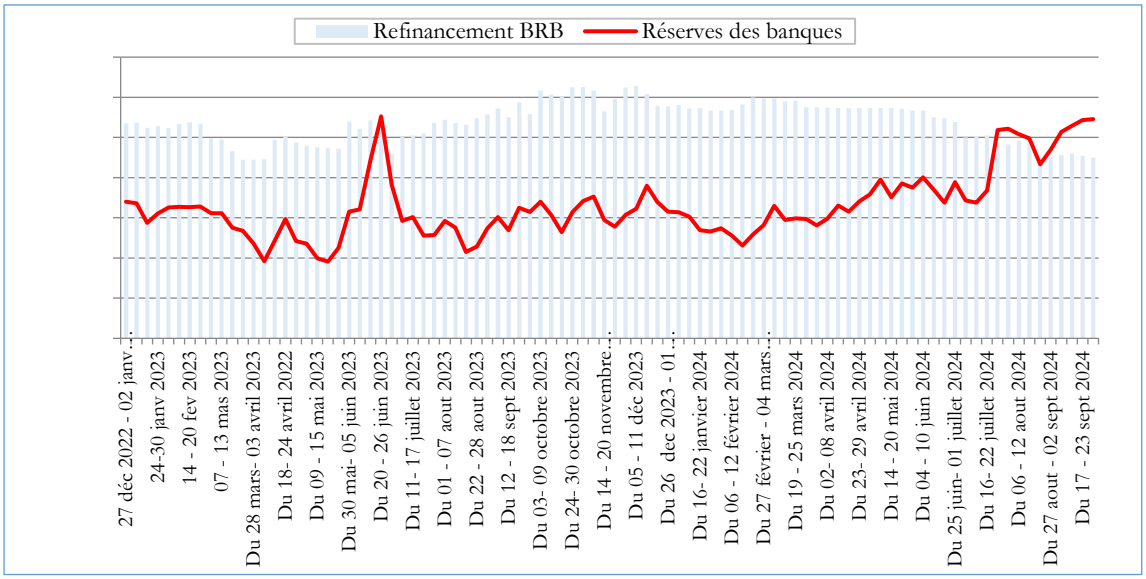
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

- **Réserves des banques**

En moyenne trimestrielle, les réserves des banques en BIF ont augmenté au troisième trimestre 2024, s'établissant à 473.126 contre 354.616 MBIF au trimestre précédent, et 280.489 MBIF au même trimestre de l'année précédente. Cette augmentation est principalement due au recours aux avances de la banque centrale pour financer le déficit budgétaire.

L'encours du refinancement de la Banque Centrale aux établissements de crédit (uniquement constitué par les refinancements des secteurs porteurs de croissance) a significativement diminué, se fixant à 452.606 contre 538.227 MBIF au trimestre précédent, et 532.871 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

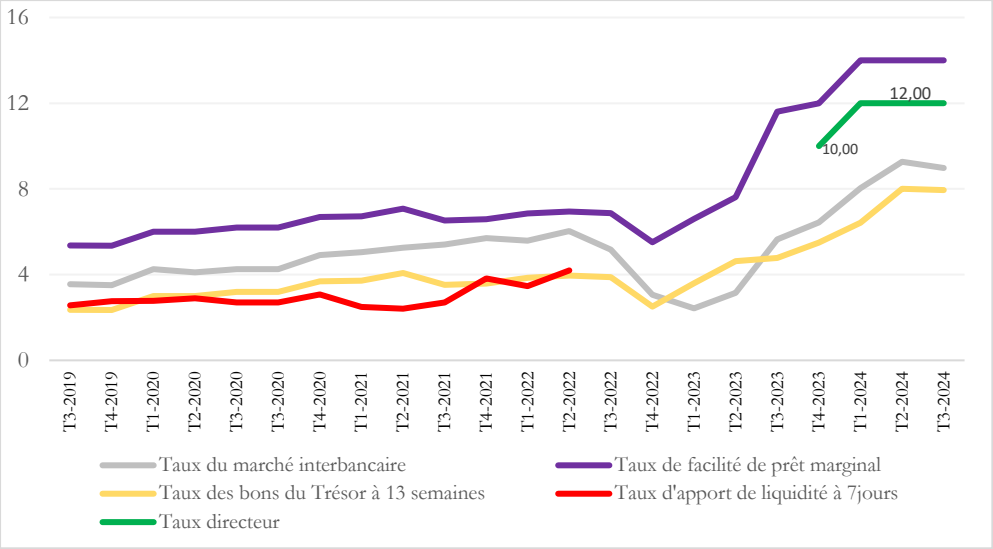


Source : BRB

- **Taux d'intérêt du marché monétaire**

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont diminué. En effet, le taux moyen du marché interbancaire est passé de 9,27 à 8,98% tandis que celui des bons du Trésor à 13 semaines est passé de 8,01 à 7,95%. Toutefois, le taux moyen de la facilité de prêt marginal est resté à 14,00% suite au taux directeur maintenu à 12% auquel il est indexé par majoration de deux points de pourcentage. Le taux de refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté de 2,00%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

- **Taux d'intérêt du secteur bancaire**

Le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur sur l'encours des crédits octroyés par les banques commerciales a augmenté à fin septembre 2024, aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel et pour toutes les échéances. Il s'est fixé à 13,67% contre 13,31% à fin juin 2024 et 12,85% à fin septembre 2023.

Le taux créditeur moyen a également augmenté pour les mêmes périodes, se fixant à 6,93 contre 6,84% à fin juin 2024 et 5,67% à fin septembre 2023. L'augmentation du taux d'intérêt créditeur est tiré par le taux de rémunérations des dépôts à terme qui est passé de 5,97% à fin septembre 2023 à 6,91% à fin juin 2024, puis à 7,02% à fin septembre 2024. Le taux de rémunération des dépôts à vue et le taux des comptes sur livrets ont baissé en glissement trimestriel (4,88 contre 5,44% et 5,04 contre 5,15%, respectivement) et leur niveau de fin septembre 2023 était de 3,60 et 5,15% respectivement.

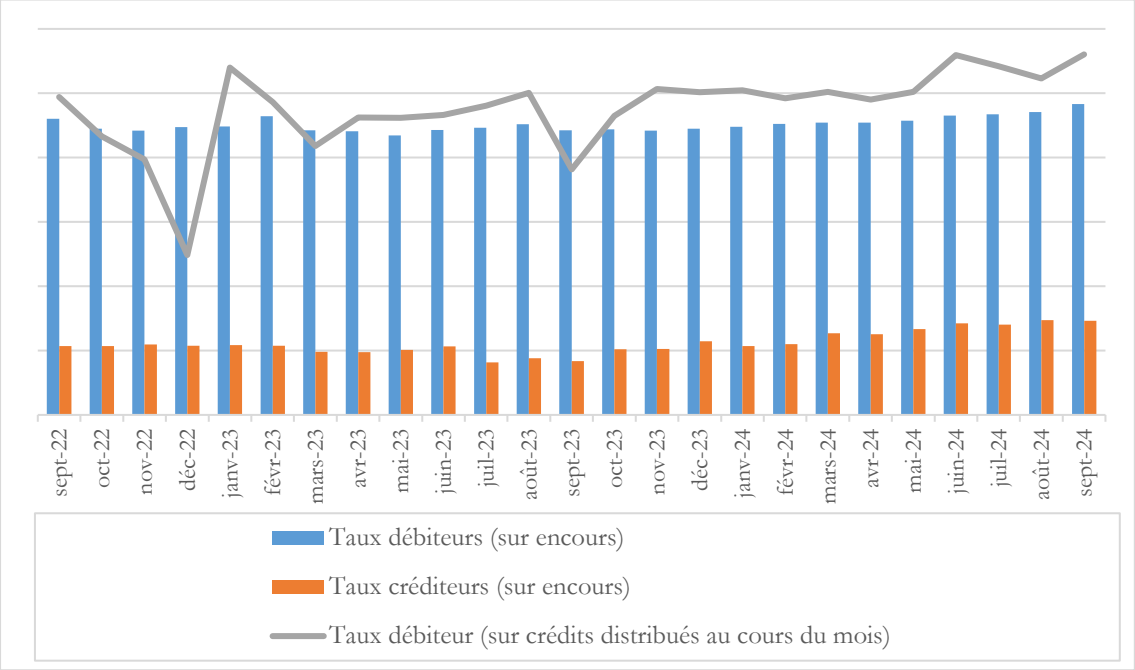
Tableau 11 : Taux d'intérêts débiteurs et créditeurs à la fin de la période (en %)

Taux moyens pondérés débiteurs				Taux moyens pondérés créditeurs			
	sept.-23	juin-24	sept.-24		sept.-23	juin-24	sept.-24
Court terme	14,36	14,73	15,09	Dépôts à vue	3,60	5,44	4,88
Moyen terme	11,96	12,46	12,62	Comptes sur livrets	5,15	5,15	5,07
Long terme	11,31	11,78	12,15	Dépôts à Terme	5,97	6,91	7,02
Moyenne générale	12,85	13,31	13,67	**Moyenne générale**	5,67	6,84	6,93

Source : BRB

Le taux d'intérêt sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2024 a augmenté, en moyenne, se fixant à 14,84% contre 14,34 au deuxième trimestre 2024 et 13,08%, en moyenne, au même trimestre de 2023.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteur et créditeur moyens (en %)



Source : BRB

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 18,5% d'une fin de trimestre à l'autre, passant de 1.731,9 Mrds de BIF, à fin juin 2024, à 2.052,8 Mrds de BIF à fin septembre 2024. Cette hausse a principalement résulté de la progression des avoirs intérieurs nets (18,1%) tirées par l'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale (34,9%) au moment où les créances sur les autres institutions de dépôts ont diminué (-17,6%). Par conséquent, il s'est observé un accroissement des billets et pièces en circulation (16,5%) et des dépôts des autres institutions de dépôts (23,8%).

Tableau 12 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.-23	juin-24	sept.-24	variation (en %) Trimestri	Annuelle
Billets et pièces en circulation	654 947,4	910 411,9	1 060 485,0	16,5	61,9
Dépôts des autres institutions de dépôts	479 257,3	642 138,4	795 258,4	23,8	65,9
Dépôts des autres sociétées financières	9 531,5	6 023,5	5 140,0	-14,7	-46,1
Dépôts divers	155 184,3	173 394,4	191 934,3	10,7	23,7
Base monétaire = Contreparties	**1 298 920,5**	**1 731 968,2**	**2 052 817,7**	**18,5**	**58,0**
Avoirs extérieurs nets	-701 824,7	-533 814,6	-622 133,3	-16,5	11,4
Avoirs intérieurs nets	2 000 745,2	2 265 782,8	2 674 951,0	18,1	33,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	929 154,3	1 094 424,5	1 476 286,3	34,9	58,9
Créances sur les autres institutions de dépôts	568 543,5	528 729,2	435 709,2	-17,6	-23,4
Autres créances	503 047,4	642 629,1	762 955,5	18,7	51,7

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 58,0%, à fin septembre 2024, passant de 1.298,9 à 2.052,8 Mrds de BIF. Cet accroissement a résulté de celui de toutes les contreparties à savoir les avoirs extérieurs nets (11,4%) et les avoirs intérieurs nets (33,7%). Les avoirs intérieurs ont été principalement tirés par la hausse des créances nettes sur l'administration centrale (78,9%) et des autres créances (51,7%) tandis que les créances sur les autres institutions de dépôts avaient baissé (-23,4%). Les dépôts des autres institutions de dépôts et les billets et pièces en circulation se sont ainsi accrus de 65,9% et 61,9%, respectivement.

Tableau 13: Origine de la variation de la base monétaire à fin septembre 2024 (en points de pourcentage)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	-5,1	6,1
Avoirs intérieurs nets	23,6	51,9
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	22,0	42,1
Créances sur les autres institutions de dépôts	-5,4	-10,2
Autres créances	6,9	20,0
Base monétaire = Contreparties	**18,5**	**58,0**

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est accrue de 5,4% au troisième trimestre 2024, passant de 5.727,6 à 6.039,0 Mrds de BIF. Cette croissance trimestrielle se reflète principalement dans la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (15,2%) et les dépôts à vue (4,5%). Du coté de ses contreparties, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 6,7% tandis que les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 5,7% en

glissement trimestriel. Le crédit intérieur s'est accru de 6,6% en liaison avec la hausse des créances sur l'économie (5,5%) et des créances nettes sur l'administration centrales (8,4%).

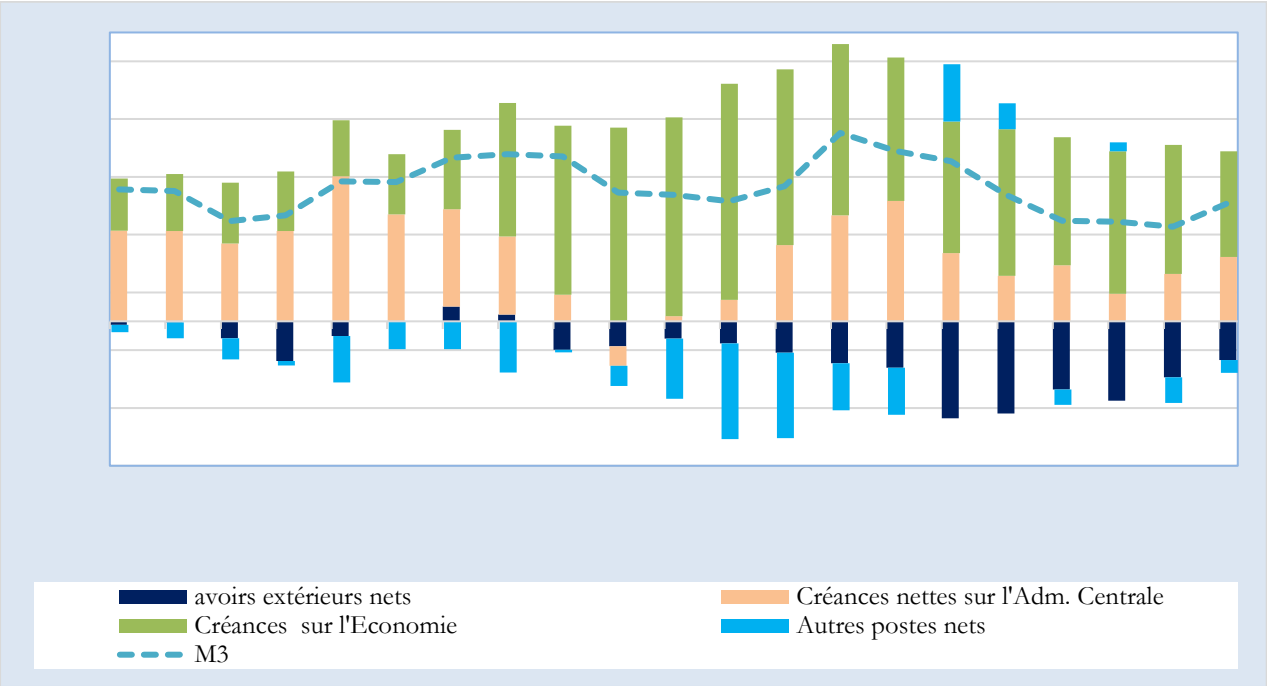
Tableau 14 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.-23	juin-24	sept.-24	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciare hors institutions de depoôt	562 711,2	808 279,7	931 126,8	15,2	65,5
Dépôts à vue	2 536 140,3	2 878 441,4	3 007 095,8	4,5	18,6
Dépôts à terme et d'epargne	1 334 757,1	1 500 227,1	1 551 356,7	3,4	16,2
Dépôts en devises des résidents	577 986,2	540 662,3	549 514,0	1,6	-4,9
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	**5 011 594,8**	**5 727 610,5**	**6 039 093,3**	**5,4**	**20,5**
AEN	-1 234 065,3	-1 470 214,9	-1 569 180,7	-6,7	-27,2
AIN	6 245 660,1	7 197 825,4	7 608 274,0	5,7	21,8
Crédit Intérieur	7 127 763,5	8 068 590,6	8 602 213,7	6,6	20,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 856 104,7	3 151 354,9	3 414 755,6	8,4	19,6
Créances sur l'économie	4 271 658,8	4 917 235,7	5 187 458,1	5,5	21,4
Autres postes nets	-882 103,4	-870 765,2	-993 939,7	-14,1	-12,7

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 20,5% à fin septembre 2024. Cet accroissement a concerné la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (65,5%), les dépôts à vue (18,6%) et les dépôts à terme et d'épargne (16,2%). Les dépôts en devises des résidents ont baissé de 4,9% en glissement annuel. Au niveau de ses contreparties, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 21,8%, contribuant de 27,2 points de pourcentage à la croissance de M3. Cette contribution émane principalement créances sur l'économie (18,3 points de pourcentage) et des créances nettes sur l'administration centrale (11,1 points de pourcentage). Au contraire, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 27,2%, en glissement annuel, exerçant par conséquent un effet restrictif de 6,7 points de pourcentage à la croissance de M3.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties

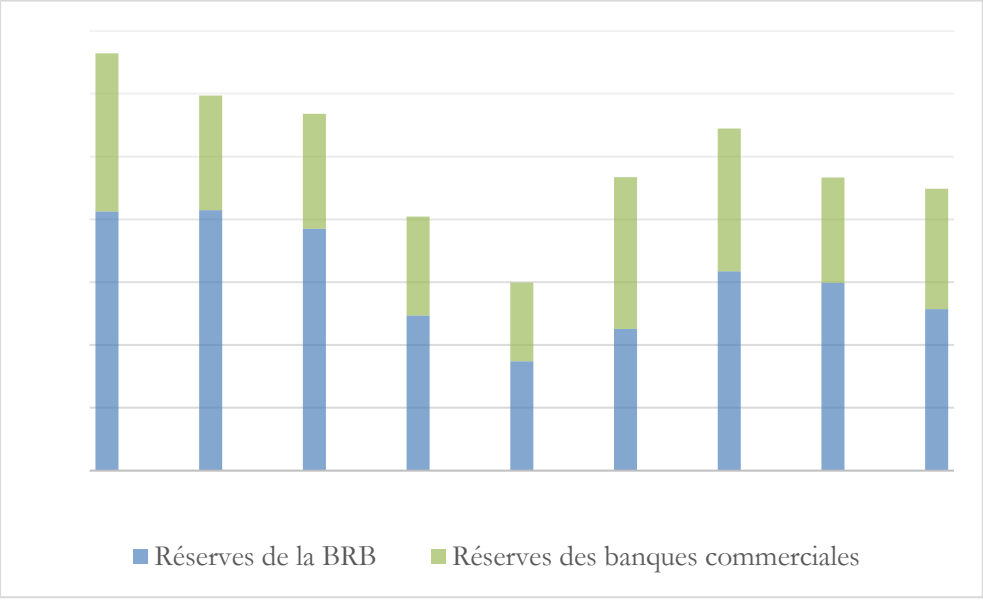


Source : BRB

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont diminué de 3,8%, au cours du troisième trimestre 2024, tandis qu'ils se sont améliorés de 49,8% en glissement annuel. Ils se sont établis à 224,5 MUSD contre 233,4 MUSD à fin juin 2024 et 149,8 MUSD à fin septembre 2023.

Graphiques 11 : Evolution des réserves internationales (en MUSD)



Source : BRB

En glissement trimestriel, la baisse des avoirs extérieurs a porté sur les réserves de la Banque Centrale (-14,0%) tandis que les avoirs extérieurs des banques commerciales se sont améliorés de 14,4%. En glissement annuel, l'augmentation des avoirs extérieurs a concerné aussi bien ceux de la Banque Centrale (47,8%) et des banques commerciales (52,7%).

Les réserves officielles de change se sont établies à 122,3 MUSD contre 138,2 à fin juin 2024 et 56,4 MUSD à fin septembre 2023. Ces réserves couvrent 1,1 mois d'importations de biens et services contre 1,2 mois à fin juin 2024 et 0,5 mois à fin septembre 2023. Ce niveau de couverture reste en dessous de la norme de 4,5 mois d'importations de biens et services, fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A fin septembre 2024, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 19,7% en glissement annuel, entrainé par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. En glissement trimestriel, il s'est accru de 4,0%. Toutefois, le ratio de solvabilité a enregistré une légère baisse sur un an, passant de 20,5% à 20,3% à fin septembre 2024.

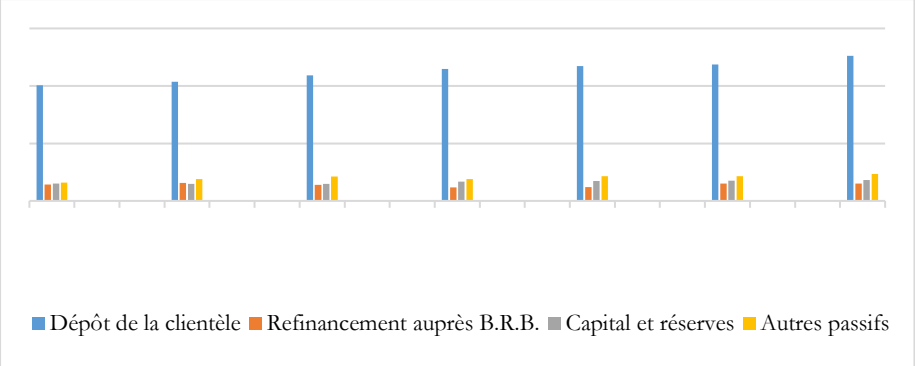
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 15,6% à fin septembre 2024, s'établissant à 5.045,7 contre 4.364,0 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. D'un trimestre à l'autre, les dépôts se sont accrus de 6,3%. Au contraire, les refinancements[3] des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont diminué de 21,2% en glissement annuel, s'établissant à 472,3 contre 599,4 Mrds de BIF à la période correspondante en 2023.

[3] Y compris les intérêts

Graphique 12 : Répartition des ressources (% du total)

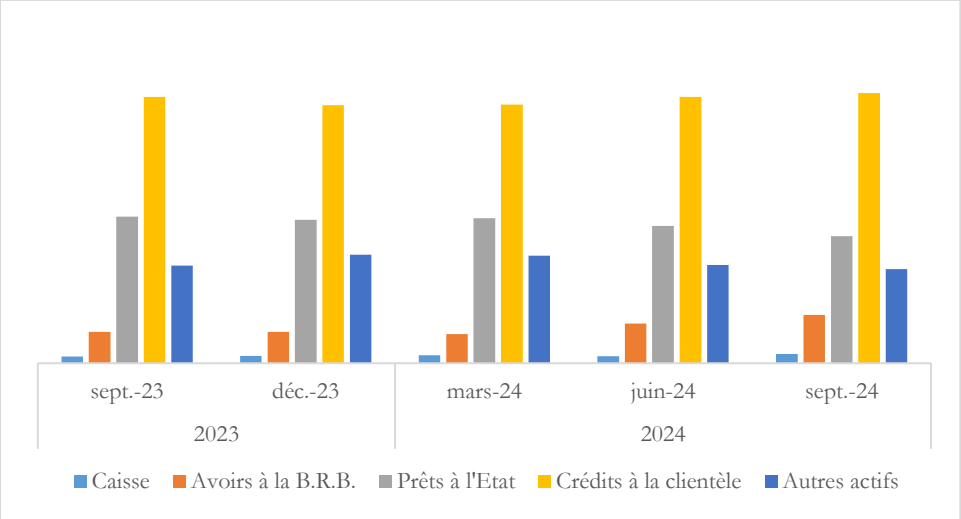


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 21,3% en glissement annuel, s'établissant à 4.353,2 contre 3.588,2 Mrds de BIF à fin septembre 2023. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 5,5%. L'encours des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 3,3% en glissement annuel, s'établissant à 1.809,3 contre 1.750,8 Mrds de BIF à la période correspondante de 2023. Par rapport au trimestre précédent, ils ont diminué de 4,2%.

Graphique 13 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



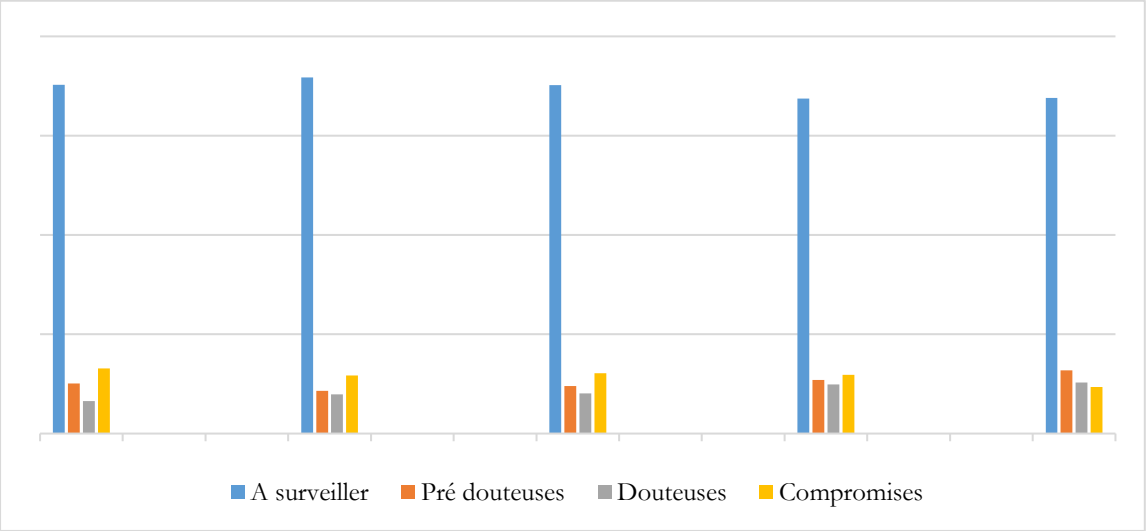
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées[4] se sont accrus de 77,2% en glissement annuel et de 23,0% en glissement trimestriel. Elles se sont établies à 565.602,0 MBIF à fin septembre 2024 contre 319.104,4 MBIF à fin septembre 2023 et 459.697,5 MBIF à fin juin 2024. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a augmenté de 2,6 points de pourcentage sur une base annuelle, s'établissant à 32,4 contre 29,7%. Par contre, elle a diminué de 0,1 points de pourcentage sur une base trimestrielle, se situant de 32,4 contre 32,5% à fin juin 2024. Les créances à surveiller s'établissent à 67,6% du total des prêts impayés à fin septembre 2024 contre 70,3% à fin septembre 2023 et 67,5% à fin juin 2024.

Graphique 14 : Créances impayées par classe (% du total)

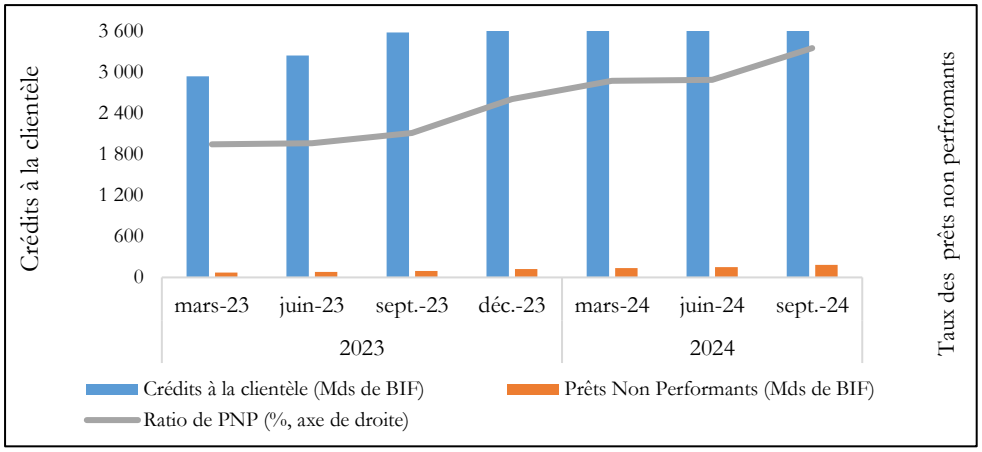


Source : BRB

En glissement annuel, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établit à 4,2% à fin septembre 2024 contre 2,6% à la période correspondante en 2023. Sur une base trimestrielle, il s'est fixé à 3,6% à fin juin 2024.

[4]Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

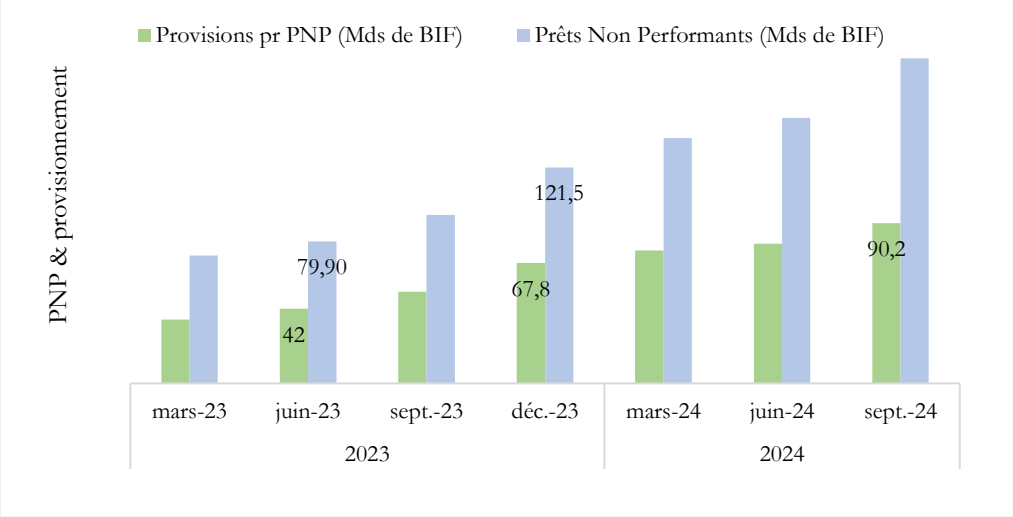
Graphique 15 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s'établissant à 49,3 contre 54,4% à fin septembre 2023. A fin juin 2024, il s'est établi à 52,6%.

Graphique 16 : Provisions et taux de couverture (en %)

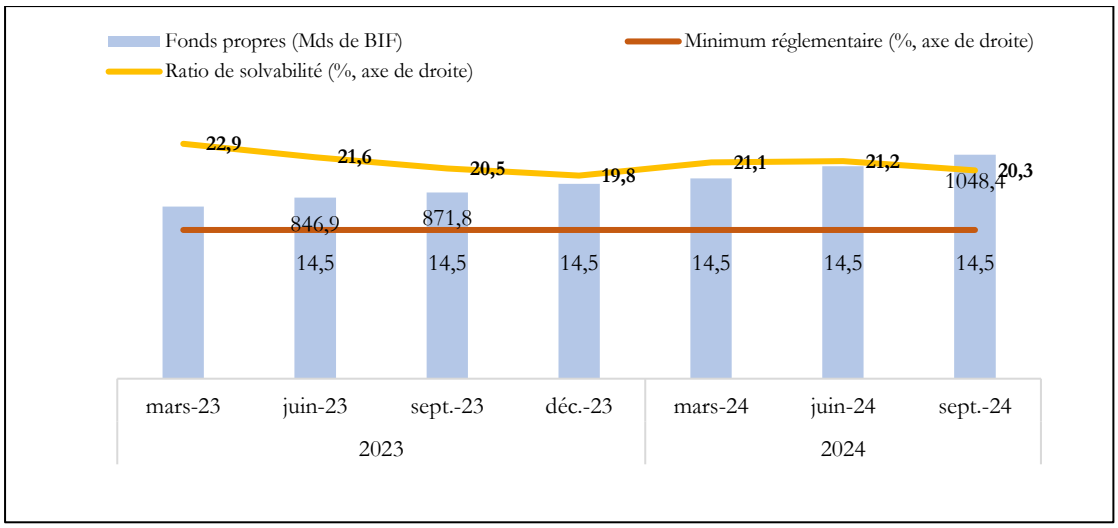


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 20,3% en glissement annuel et de 5,4% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 1.048,4 Mrds de BIF à fin septembre 2024 contre 871,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023 et à 994,9 Mrds de BIF au trimestre précédent. En glissement annuel, le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 20,3% à fin septembre 2024 contre 20,5% à fin septembre 2023 et 21,2% à fin juin 2024.

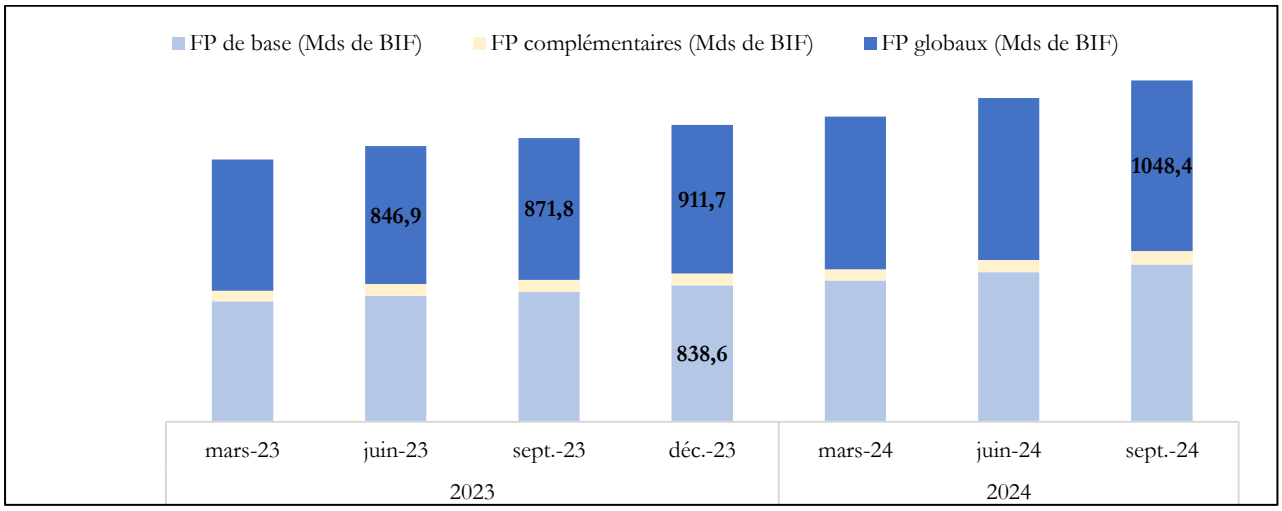
Graphique 17 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin septembre 2024, les fonds propres de base ont augmenté de 21,2% en glissement annuel, se fixant à 967,5 contre 798,0 Mrds de BIF à la même période de 2023. Ils ont augmenté de 5,2% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 18 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire s'est accru de 24,5%, se fixant à 428,9 contre 344,4 Mrds de BIF à fin septembre 2023. De même, le résultat net a augmenté de 27,1% sur la même période, se fixant à 148,4 contre 116,8 Mrds de BIF. Ainsi, les rendements moyens des fonds propres (ROE) ont augmenté, s'établissant 14,2 contre 13,4% à fin septembre 2023. Les rendements moyens des actifs (ROA) ont légèrement augmenté, s'établissant à 1,7 contre 1,6% à fin septembre 2023.

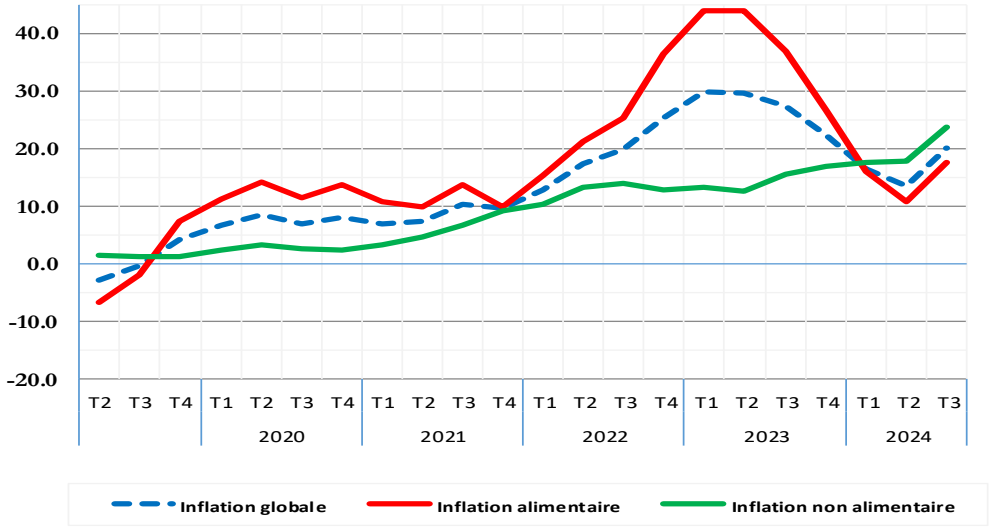
2.6. Evolution et perspectives d'inflation

2.6.1. Evolutions récentes

L'indice des prix à la production agricole, mesurant l'évolution des prix des produits agricoles à la première mise sur le marché, a augmenté de 26,1% au mois de septembre 2024 contre une augmentation de 28,2% en septembre 2023. Cette hausse a porté essentiellement sur les légumineuses (60,8%), les produits des plantes oléagineuses (28,3%), les fruits frais (84,4%), les légumes frais (38,2%), la banane (26,8%) et les produits de la sylviculture et de l'exploitation forestière (71,0%).

Concernant les prix à la consommation, ils ont augmenté au cours du troisième trimestre 2024. En moyenne trimestrielle, le taux d'inflation globale s'est établie à 20,0% contre 13,5% au trimestre précédent. Cette augmentation est expliquée par l'inflation alimentaire (17,5 contre 10,7%), principalement les légumes et les céréales dont leur pondération est assez importante dans le panier de l'IPC et par l'inflation non alimentaire (23,7 contre 17,8%).

Graphique 20 : Inflation par principales composantes (en %)

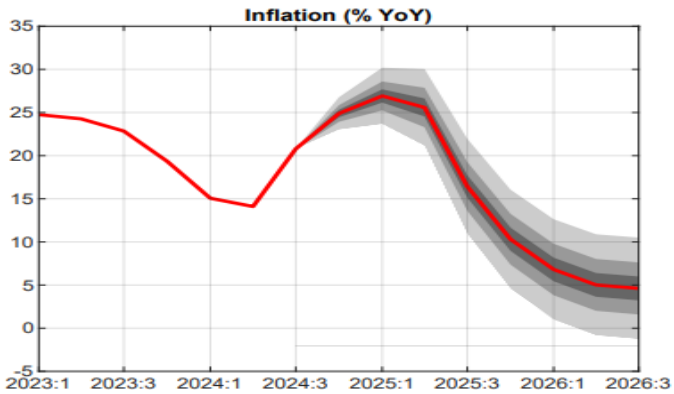


Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

2.6.1. Perspectives d'inflation

L'inflation globale devrait augmenter au quatrième trimestre 2024 pour atteindre 24,9%, après 20,0%, réalisée au troisième trimestre 2024. Cette hausse va porter sur l'inflation alimentaire (24,7 contre 17,5% au T3-2024) et l'inflation énergétique (19,5 contre 13,9% au T3-2024). Cependant, l'inflation sous-jacente pourrait légèrement reculer (26,2 contre 29,8% au T3-2024).

Ces prévisions restent sujettes à des risques et l'inflation pourrait être plus élevée que prévue en raison des facteurs tant endogènes qu'exogènes. Premièrement, il s'agirait notamment de la persistance de la pénurie du carburant, de la dépréciation du taux de change, de la détérioration des conditions climatiques, le retard dans la distribution des intrants agricoles et deuxièmement d'une augmentation des prix à l'étranger et de l'appréciation du dollar américain.



MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Dans un contexte national marqué par une faible croissance économique et des perspectives économiques qui restent sujettes aux chocs internes et externes, et à des pressions inflationnistes toujours persistantes, la BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix.

A cet effet, la BRB décide de:

- Maintenir le taux directeur à 12% dans la continuité de la politique monétaire restrictive ;
- Poursuivre les réformes en rapport avec la stabilisation du marché de change ;
- Maintenir une communication transparente et régulière avec tous les acteurs économiques pour assurer la réussite des réformes en cours.

Annexe1 : PIB par branche en Mrds de BIF (au prix de 2005)

	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
Secteur primaire	**-12,9%**	**9,9%**	**-2,3%**	**0,8%**	**4,1%**
- Agriculture vivrière	-17,3%	11,1%	-5,2%	0,9%	2,5%
- Agriculture d'exportation	127,9%	72,6%	5,8%	0,2%	13,8%
- Café	275,5%	-23,4%	43,8%	-30,4%	80,0%
- Thé	92,5%	104,2%	-1,0%	4,5%	4,0%
- Autres cultures d'exportation	169,7%	120,1%	12,2%	13,4%	14,3%
- Forêt	8,0%	16,1%	2,0%	1,7%	4,0%
- Elevage	-39,2%	-175,5%	-50,9%	5,9%	6,0%
- Pêche	8,0%	17,8%	2,4%	1,7%	1,0%
Secteur secondaire	**0,6%**	**10,6%**	**2,8%**	**3,3%**	**0,0%**
- Extraction	5,6%	50,4%	-3,5%	1,4%	1,4%
- Industries	-8,2%	2,6%	5,0%	0,5%	-2,2%
- Industries agroalimentaires	-12,1%	0,6%	2,0%	-0,9%	-0,8%
- Industries Manufacturières	6,5%	8,7%	13,6%	4,1%	-5,5%
- Industries textiles	10,3%	12,2%	11,5%	4,1%	-8,0%
- Autres industries manufacturières	5,7%	8,1%	14,0%	4,1%	-5,0%
- Electricité, gaz et eau	-35,5%	124,0%	-4,1%	4,0%	8,0%
- Construction	25,9%	16,1%	0,8%	8,1%	2,5%
Secteur tertiaire	**7,0%**	**-0,2%**	**4,2%**	**4,2%**	**2,1%**
- Commerce	-68,1%	-35,9%	50,8%	1,1%	-5,0%
- Transport et communication	-9,5%	15,7%	-13,9%	3,7%	-8,8%
- Transports	-9,5%	27,4%	-22,1%	1,9%	-20,0%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	-9,5%	11,6%	-10,6%	4,4%	-5,0%
- Banques et Assurances	6,8%	20,7%	-0,3%	8,9%	5,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchan	-29,9%	-4,8%	1,4%	1,6%	1,8%
- Administration publique	18,6%	3,8%	4,8%	4,5%	5,0%
- Education	18,6%	1,0%	3,3%	3,5%	4,0%
- Santé et action sociale	24,5%	7,1%	3,3%	2,5%	3,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	36,8%	-22,8%	3,7%	-3,6%	-1,0%
- Services domestiques	36,8%	-14,9%	4,2%	-3,2%	2,0%
- SIFIM	-7,4%	24,4%	-6,8%	4,3%	10,0%
PIB aux coûts des facteurs	**-0,2%**	**4,6%**	**2,1%**	**3,1%**	**2,2%**
Impôts et Taxes	4,1%	-6,8%	2,5%	4,5%	2,2%
PIB aux prix du marché	**0,3%**	**3,2%**	**2,2%**	**3,3%**	**2,2%**

Source: MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juil.-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept.-20	6,4	10,6	2,2
oct.-20	7,0	12,1	1,9
nov.-20	8,9	15,6	2,3
déc.-20	8,0	13,2	2,5
janv.-21	6,5	10,4	2,4
févr.-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr.-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil.-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept.-21	10,5	13,7	7,1
oct.-21	9,9	11,6	8,0
nov.-21	8,7	8,3	9,2
déc.-21	10,0	9,6	10,5
janv.-22	12,3	14,5	10,0
févr.-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr.-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil.-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept.-22	20,9	26,6	14,5
oct.-22	22,1	29,7	13,7
nov.-22	26,8	40,1	12,2
déc.-22	26,6	39,4	12,5
janv.-23	28,6	41,6	13,6
févr.-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr.-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil.-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept.-23	26,8	35,1	17,1
oct.-23	26,6	34,4	16,8
nov.-23	20,4	23,0	16,7
déc.-23	20,1	22,4	16,9
janv.-24	17,6	17,7	17,5
fevr-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8
avr.-24	12,1	9,1	16,7
mai-24	12,5	9,2	17,4
juin-24	15,9	13,7	19,1
juil.-24	18,6	16,9	21,1
août-24	18,2	15,9	21,5
sept.-24	23,3	19,7	28,4

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Total Recettes		
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	169 515,95	32 265,50	201 781,46	207 803,56	-6 022,10
févr-24	158 364,80	8 043,05	166 407,85	145 520,08	20 887,77
mars-24	197 064,81	153 895,30	350 960,11	343 527,31	7 432,81
avr-24	151 805,44	13 067,75	164 873,18	256 083,61	-91 210,43
mai-24	131 988,69	26 020,81	158 009,50	253 174,70	-95 165,20
juin-24	174 648,05	22 418,95	197 067,00	258 671,43	-61 604,43
juil-24	163 781,82	6 910,42	170 692,24	326 646,63	-155 954,39
août-24	150 862,39	29 458,25	180 320,64	294 276,16	-113 955,51
sept-24	184 412,23	8 082,57	192 494,80	260 033,90	-67 539,09

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil.-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept.-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct.-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov.-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc.-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv.-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr.-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr.-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil.-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept.-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct.-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov.-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 313 439,9	5 215 963,0
déc.-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 334 152,7	5 339 434,6
janv.-23	1 727 790,4	2 260 148,1	82 533,1	**4 070 471,6**	**1 349 417,7**	5 419 889,3
févr.-23	1 726 427,9	2 284 962,7	125 109,4	**4 136 500,0**	**1 342 169,0**	5 478 669,0
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 255,3	**4 147 052,7**	**1 330 085,1**	5 477 137,8
avr.-23	1 688 554,3	2 264 816,0	128 434,0	**4 081 804,3**	**1 336 364,0**	5 418 168,3
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	150 127,2	**4 028 226,6**	**1 736 190,4**	5 764 417,0
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	148 565,2	**4 222 542,8**	**1 813 399,0**	6 035 941,8
juil.-23	1 864 453,7	2 200 478,2	150 738,4	**4 215 670,3**	**1 824 930,3**	6 040 600,6
août-23	1 927 524,0	2 203 955,1	143 576,2	**4 275 055,3**	**1 813 257,2**	6 088 312,5
sept.-23	2 046 413,7	2 194 998,3	113 838,8	**4 355 250,8**	**1 807 166,9**	6 162 417,7
oct.-23	1 971 570,7	2 212 721,6	238 339,3	**4 422 631,6**	**1 822 883,9**	6 245 515,5
nov.-23	1 902 461,3	2 220 612,1	236 515,9	**4 359 589,3**	**1 829 301,0**	6 188 890,3
déc.-23	2 004 680,5	2 284 995,1	146 156,8	**4 435 832,4**	**1 834 613,6**	6 270 446,0
janv.-24	1 903 284,4	2 321 768,8	149 917,2	**4 374 970,4**	**1 838 990,9**	6 213 961,3
févr.-24	1 901 476,2	2 348 652,2	141 725,4	**4 391 853,8**	**1 837 740,4**	6 229 594,2
mars-24	1 899 905,2	2 365 385,7	146 651,3	**4 411 942,2**	**1 845 220,4**	6 257 162,6
avr.-24	1 935 164,6	2 333 037,8	151 244,8	**4 419 447,2**	**1 855 785,6**	6 327 738,6
mai-24	1 994 015,5	2 346 461,3	161 025,0	**4 501 501,8**	**1 860 468,9**	6 395 921,0
juin-24	2 046 660,8	2 328 910,8	164 856,5	**4 540 428,1**	**1 859 221,3**	6 452 150,1
juil.-24	2 219 190,9	2 277 360,1	165 996,6	**4 662 547,6**	**1 865 060,0**	6 527 607,6
août-24	2 409 266,6	2 282 042,7	136 486,0	**4 827 795,3**	**1 879 631,5**	6 707 426,8
sept.-24	2 528 767,7	2 237 191,7	141 500,2	**4 907 459,6**	**1 886 571,5**	6 794 031,1

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
Avril-22	142 012	502 216
Mai-22	151 788	495 567
Juin-22	218 855	529 976
Juillet-22	268 470	558 653
Août-22	471 098	577 467
sept-22	482 703	596 238
oct-22	479 620	601 490
nov-22	502 335	588 164
déc-22	362 212	523 859
janv-23	317 082	530 213
févr-23	322 095	525 583
mars-23	283 037	469 096
avr-23	240 259	475 915
mai-23	228 574	483 536
juin-23	418 977	526 814
juil-23	288 775	502 000
août-23	254 672	541 749
sept-23	298 019	566 486
oct-23	312 928	606 989
nov-23	310 841	598 530
déc-23	339 713	609 298
janv-24	289 602	573 025
févr-24	257 499	582 815
mars-24	302 589	590 292
avr-24	318 844	573 742
mai-24	373 601	571 782
juin-24	371 403	555 097
juil-24	411 371	500 802
août-24	486 328	473 369
sept-24	521 678	455 448

Source : BRB

Annexe 6 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
Juillet-22	6,21	6,95	2,00	3,95
Août-22	5,64	6,95	2,00	3,95
22-sept	3,66	6,73	2,00	3,73
oct-22	3,50	5,93	2,00	2,93
nov-22	3,15	5,61	2,00	2,61
déc-22	2,52	5,00	2,00	2,00
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,86
août-23	5,83	12,00	2,00	4,50
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,99
oct-23	5,84	12,00	2,00	5,67
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,20
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,62
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,73
févr-24	7,90	12,00	2,00	-
mars-24	8,76	13,66	2,00	7,12
avr-24	9,14	14,00	2,00	7,89
mai-24	8,93	14,00	2,00	7,93
juin-24	9,73	14,00	2,00	8,20
juil-24	10,29	14,00	2,00	8,25
août-24	8,69	14,00	2,00	8,01
sept-24	7,97	14,00	2,00	7,59

Source : BRB

Annexe 7 : Structure des exportations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

Période / Produits	T3-2023		T2-2024		T3-2024	
	V	Q	V	Q	V	Q
PRODUITS PRIMAIRES	**118 147,9**	**10 282,9**	**37 546,8**	**4 425,3**	**46 857,8**	**13 559,5**
café marchand	11 623,3	1 145,6	8 156,5	876,6	7 536,6	856,9
coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	6,5	32,0	221,6	19,0	490,1	52,4
thé	11 338,9	2 019,2	10 845,0	1 933,1	11 194,1	2 132,6
huile de palme brute	0,5	0,8	7,2	77,4	185,2	173,0
minérai de nobium	6 550,2	173,1	15 522,7	151,0	12 800,1	136,5
métaux de terres rares	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	86 790,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	1 838,1	6 911,2	2 793,9	1 368,2	14 651,7	10 208,1
PRODUITS MANUFACTURES	**51 966,2**	**19 392,2**	**49 551,7**	**18 537,2**	**57 813,6**	**24 425,3**
limonades, eaux gazeuses	664,8	339,6	24,0	18,0	81,6	51,5
bouteilles en verre foncé	4 389,6	1 218,6	2 240,7	581,5	0,9	0,9
bières	5 246,4	4 038,1	6 460,9	4 981,6	7 209,0	5 797,7
cigarettes	8 087,7	408,9	7 411,8	333,8	10 041,4	453,7
tissus de coton	0,4	0,2	4,3	0,2	1,2	1,3
sucre	0,1	1,1	0,1	5,5	0,2	1,6
farine de blé	6 785,2	3 242,8	4 666,8	2 930,2	11 524,8	7 217,4
farine de maïs	0,3	0,3	30,7	31,3	20,2	6,6
ciment portland	0,0	0,0	0,4	0,2	1,4	1,2
savons	4 872,3	2 421,4	1 811,1	847,3	3 866,8	1 834,1
Kérozène	1 662,7	359,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	20 256,5	7 361,9	26 900,9	8 807,7	25 066,0	9 059,4
TOTAL	**170 114,1**	**29 675,1**	**87 098,5**	**22 962,5**	**104 671,4**	**37 984,8**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Annexe 8 : Structure des importations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

Produits \ Période	T3-2023		T2-2024		T3-2024	
	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	**389 776,0**	**244 109,2**	**357 333,3**	**213 066,7**	**341 100,5**	**262 357,3**
10. Métallurgie	35 916,4	11 846,0	33 221,9	13 498,0	23 461,2	11 337,7
11. Agriculture et élevage	19 658,5	8 096,4	49 589,5	28 020,6	46 699,4	31 602,5
12. Alimentation	50 370,3	26 675,7	70 578,3	41 548,9	55 741,1	35 211,5
13. Textile	855,4	82,1	1 564,0	69,7	2 130,1	108,6
14. Construction	42 088,2	108 127,8	25 276,2	71 067,9	36 221,0	117 069,8
15. Bois	870,3	595,6	618,4	402,1	951,3	752,3
16. Papier	1 687,9	553,6	2 512,3	853,8	929,6	356,8
17. Cuir	0,0	0,8	24,1	1,5	85,4	27,7
18. Autres biens de production:	**238 328,8**	**88 131,2**	**173 948,6**	**57 604,2**	**174 881,3**	**65 890,4**
180.Chimiques	12 891,7	3 626,1	12 544,0	3 733,8	9 233,7	3 067,8
181.Combustibles solides	1 360,3	4 050,4	16,0	120,3	656,9	5 534,5
182. Huiles minérales	202 323,1	75 333,9	128 929,2	47 865,5	134 353,1	50 453,6
183. Autres	21 753,8	5 120,8	32 459,5	5 884,6	30 637,6	6 834,7
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	**166 806,0**	**14 593,5**	**152 186,2**	**15 444,1**	**137 823,2**	**12 933,5**
20. Chaudières,engins mécaniques	44 595,8	2 770,1	38 121,1	3 171,9	43 813,9	2 702,4
21. Pièces et outillages	19 709,1	4 558,3	26 675,3	5 958,4	15 744,5	4 363,5
22. Matériel électrique	52 635,4	2 984,4	32 621,6	2 295,0	30 571,5	2 080,1
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	33 849,2	3 657,9	34 770,9	3 286,0	31 219,2	3 214,6
24. Autres biens d'équipement	16 016,6	622,9	19 997,3	732,8	16 474,1	572,9
III. BIENS DE CONSOMMATION:	**305 152,4**	**108 173,6**	**261 989,0**	**90 075,4**	**258 926,6**	**91 722,3**
30. Durables:	**152 317,5**	**49 691,3**	**107 389,2**	**19 627,2**	**116 908,6**	**23 267,9**
300. Textiles	30 396,9	29 696,0	18 401,6	3 106,5	23 490,8	3 224,5
301. Véhicules	34 376,5	3 160,4	27 956,2	2 657,4	22 059,0	2 683,2
302 .Autres	87 544,1	16 834,9	61 031,4	13 863,4	71 358,8	17 360,1
31. Non durables:	**152 834,9**	**58 482,3**	**154 599,8**	**70 448,2**	**142 017,9**	**68 454,5**
310. Alimentaires	90 719,0	50 388,2	98 449,8	62 586,2	86 510,4	59 757,1
311. Pharmaceutiques	34 817,0	937,9	31 094,1	1 654,1	27 857,0	1 364,0
312. Autres	27 298,9	7 156,2	25 055,9	6 207,8	27 650,5	7 333,4
TOTAL	**861 734,3**	**366 876,3**	**771 508,6**	**318 586,2**	**737 850,2**	**367 013,1**

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Annexe 9 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	30/09/2023	30/06/2024	30/09/2024	Variation trimestrielle en %	Variation annuelle en %
I. EMPLOIS	**7 388 069,5**	**8 501 465,6**	**8 841 746,4**	**4,0%**	**19,7%**
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	**6 193 059,5**	**7 116 024,2**	**7 477 571,6**	**5,1%**	**20,7%**
A. Actifs Liquides	2 604 822,4	2 990 330,0	3 124 360,1	**4,5%**	**19,9%**
Caisse	89 973,5	110 868,6	149 133,1	**34,5%**	**65,8%**
B.R.B.	421 332,1	615 658,3	776 980,6	**26,2%**	**84,4%**
Avoirs auprès des banques et assimilés	118 411,6	135 685,8	151 436,1	**11,6%**	**27,9%**
Prets à l'Etat	1 975 105,1	2 128 117,3	2 046 810,2	**-3,8%**	**3,6%**
Bons,Obligations du Trésor	1 750 764,3	1 888 987,0	1 809 251,7	**-4,2%**	**3,3%**
Autres Titres	224 340,8	239 130,3	237 558,4	**-0,7%**	**5,9%**
B. Crédits	3 588 237,1	4 125 694,2	4 353 211,5	**5,5%**	**21,3%**
Court terme	1 370 061,4	1 610 853,4	1 802 453,4	**11,9%**	**31,6%**
Moyen terme	975 113,6	1 148 343,2	1 149 161,6	**0,1%**	**17,8%**
Long terme	1 243 062,1	1 366 497,6	1 401 596,5	**2,6%**	**12,8%**
Crédits bail	-	-	-		
I.2. Actif Immobilisé	372 889,5	472 013,6	434 926,2	**-7,9%**	**16,6%**
I.3. Autres emplois	822 120,6	913 427,7	929 248,6	**1,7%**	**13,0%**
II. RESSOURCES	**7 388 069,5**	**8 501 465,6**	**8 841 746,4**	**4,0%**	**19,7%**
II.1. PRINCIPALES RESSOURCES	**5 815 854,0**	**6 750 923,4**	**6 861 155,6**	**1,6%**	**18,0%**
Clientèle	4 363 958,1	4 748 016,0	5 045 690,5	**6,3%**	**15,6%**
dont 10 grands dépôts des banques	2 080 343,0	1 929 919,3	1 973 302,0	**2,2%**	**-5,1%**
Refinancement auprès B.R.B.	599 376,8	680 836,3	472 276,5	**-30,6%**	**-21,2%**
Dettes envers banques et assimilés	852 519,1	1 322 071,1	1 343 188,6	**1,6%**	**57,6%**
II.2. Capital et réserves	707 875,3	860 540,3	872 804,0	**1,4%**	**23,3%**
II.3. Autres ressources	864 340,3	890 001,9	1 107 786,8	**24,5%**	**28,2%**
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	798 007,4	919 315,3	967 519,6	**5,2%**	**21,2%**
Fonds propres (en MBIF)	871 780,7	994 865,6	1 048 397,4	**5,4%**	**20,3%**
Risques pondérés	4 247 251,5	4 693 757,8	5 157 471,3	**9,9%**	**21,4%**
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	18,8	19,6	18,8		
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	20,5	21,2	20,3		
Ratio de levier (norme 5%)	10,8	10,8	10,9		
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	2 033 863,1	1 524 608,6	1 642 627,6	**7,7%**	**-19,2%**
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	56,7	37,0	37,7		
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %	48,6	48,5	49,2		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	26,7	25,0	23,1		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %	247,5	231,5	211,6		
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	319 104,4	459 697,5	565 602,0	**23,0%**	**77,2%**
Créances à surveiller	224 205,6	310 282,2	382 561,5	**23,3%**	**70,6%**
Créances Non performantes	94 898,8	149 415,3	183 040,5	**22,5%**	**92,9%**
Créances pré douteuses	32 243,8	49 527,8	71 654,8	**44,7%**	**122,2%**
Créances douteuses	20 789,5	45 495,8	58 149,5	**27,8%**	**179,7%**
Créances compromises	41 865,5	54 391,7	53 236,2	**-2,1%**	**27,2%**
Dépréciations	51 663,0	78 581,4	90 243,0	**14,8%**	**74,7%**
Taux des prêts non performants	2,6	3,6	4,20		
Taux d'impayés	8,9	11,1	13,0		
Taux de provisionnement	54,4	52,6	49,3		
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	165,0	180,3	172,6		
Coefficient de liquidité en devises	110,8	139,9	199,6		
Total crédits/total dépôts (en %)	82,2	86,9	86,3		
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (	101,1	119,8	114,0		
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	47,7	40,6	39,1		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	154 881,1	119 867,4	183 830,2	**53,4%**	**18,7%**
Résultat net de l'exercice	116 801,7	99 499,3	148 405,0	**49,2%**	**27,1%**
Produit Net Bancaire	344 430,8	275 091,3	428 861,6	**55,9%**	**24,5%**
ROA	1,6	1,2	1,7		
ROE	13,4	10,0	14,2		

Source : BRB